

Achte Sitzung – Huitième séance

Mittwoch, 13. März 1996

Mercredi 13 mars 1996

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Leuba Jean-François (L, VD)

95.091

Aussenwirtschaftspolitik.

Bericht 1995/I, II

Politique économique extérieure. Rapport 1995/I, II

Bericht, Botschaften und Beschlusssentwürfe
vom 17. Januar 1996 (BB I 668)
Rapport, messages et projets d'arrêté
du 17 janvier 1996 (FF I 617)

Kategorie II/III, Art. 68 GRN – Catégorie II/III, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Eintreten und Kenntnisnahme vom Bericht

Proposition de la commission

Entrer en matière et prendre acte du rapport

Deiss Joseph (C, FR), rapporteur: L'économie mondiale est marquée par un mouvement de globalisation qui se traduit par la planétarisation des marchés, l'internationalisation des entreprises et un relèvement général des seuils critiques de compétitivité. Ce processus s'explique par deux types de mutations structurelles:

1. Le progrès technique, qui rend accessibles des rendements d'échelle d'un degré inconnu naguère, et qui comprime les coûts, écrase les distances et fait éclater les frontières nationales en rendant caducs les protectionnismes ancestraux.

2. Les transformations institutionnelles de la collaboration économique internationale au sein de la nouvelle OMC, mais aussi les nombreuses formes de coopération et d'intégration régionales, notamment en Europe.

Ces deux phénomènes vont de pair et sont en étroite interaction. Les nouvelles techniques appellent un cadre institutionnel propice à leur déploiement, et les plus rapides à s'adapter se ménagent un maximum d'avantages concurrentiels. A l'échelle internationale, la compétition entre les biens et les services de différentes marques se double d'une concurrence entre les divers sites de production d'un même groupe. C'est en termes d'attrait de sa place économique et de son accessibilité que se fait ou se défait aujourd'hui la compétitivité d'un pays. Le pouvoir d'attraction d'un «Standort» se mesure à la fluidité interne des transactions, à son accessibilité et, surtout, dans sa position stratégique pour accéder à d'autres marchés.

Pour un petit pays comme le nôtre, qui n'échappe pas à la règle bien connue de la dépendance extérieure inversement proportionnelle à la taille de son économie, ces développements peuvent être particulièrement ravageurs si les ajustements requis ne sont pas apportés en temps opportun. Face à l'effritement incontestable des atouts de notre place économique, Gouvernement et Parlement s'emploient à mener une action à deux niveaux:

1. Régénération intérieure, par le décroisement et l'élimination des protectionnismes privés et publics, en vue de la mise en place d'un véritable marché intérieur helvétique unique. Depuis deux décennies, les capitaux quittant la Suisse

sont largement plus importants que ceux qui y sont placés. S'il est réjouissant de voir croître sans cesse l'avoir net de notre pays face à l'étranger, il y a lieu de s'interroger sur le déclin de l'attrait de la place économique helvétique en tant que terre d'accueil d'investissements venant de l'étranger. L'amélioration des conditions-cadres passe par des règlements, la fiscalité, les infrastructures, et j'en passe. Elle vise à améliorer l'intérêt que représente la place suisse pour l'investisseur, qu'il soit national ou étranger. N'oublions pas que, au sein des grandes multinationales, la première concurrence que doit affronter une implantation helvétique est toujours celle des autres implantations étrangères du même groupe.

2. Le deuxième niveau d'action est celui qui nous intéresse aujourd'hui: l'ouverture sur l'extérieur, en vue de garantir l'accès aux marchés internationaux. Il faut éliminer un maximum d'obstacles tarifaires, quantitatifs, et surtout administratifs qui entravent la circulation internationale des biens, des services, des travailleurs, des capitaux, des informations et du savoir. Tout cela doit être accompli en tenant compte de l'importance primordiale des marchés européens et de notre rôle en tant que huitième investisseur à l'échelle mondiale.

C'est dans cette mouvance que s'inscrit la politique extérieure de notre pays, avec tous les écueils que nous avons érigés, de surcroît, de notre propre gré. A ce propos, il convient de saluer la lucidité avec laquelle le Conseil fédéral analyse la situation et nos possibilités d'action.

En ce qui concerne la stratégie à l'échelle de ce que le rapport appelle le plan global, on note avec satisfaction la mise en place de l'OMC, qu'il s'agit maintenant de consolider. Et c'est vrai en particulier pour ce qui est du GATT, c'est-à-dire ce champ nouveau de la libéralisation dans le domaine des services, mais aussi de l'élargissement de l'OMC par l'adhésion de nouveaux membres et la prise en compte plus large des besoins des pays en voie de développement.

Toujours en ce qui concerne l'accès aux marchés à l'échelle globale, retenons les travaux au sein de l'OCDE autour de l'accord multilatéral sur l'investissement.

En dehors de l'Europe, le surgissement de nouvelles et nombreuses formes régionales d'arrangements préférentiels doit retenir toute notre attention, surtout lorsqu'on sait que nos principaux partenaires, l'Union européenne et les Etats-Unis, travaillent activement à la réalisation de régimes préférentiels avec ces nouvelles entités régionales. La Suisse, nous apprend le rapport, souffre d'un déficit au niveau de la politique préférentielle. Il est donc salutaire que le Conseil fédéral envisage l'engagement de pourparlers dès cette année en vue d'élargir le réseau de nos accords préférentiels aux pays méditerranéens et, plus tard, avec les pays de l'ALENA, du Mercosur ou de l'ASEAN. Mais le Conseil fédéral souligne que, dans une économie globalisée, les avantages comparatifs se forgent au niveau régional. Une importance cruciale revient donc au développement des relations avec nos partenaires immédiats de notre continent. L'acquis se concentre sur les accords de libre-échange avec l'Union européenne et au sein de ce qui reste de l'AELE, mais aussi prochainement avec les Etats d'Europe centrale et orientale – dès 2002, nous dit-on – ainsi que la Turquie et Israël.

Mais pour les relations avec les plus importants de nos partenaires, les règles de l'OMC ne suffisent pas et on constate un déficit important au niveau de l'accès au marché. En dépit de notre intégration de fait, on assiste à une marginalisation croissante au niveau des réglementations et des institutions. N'oublions pas non plus que, face à la concurrence des nouvelles régions fortes sur le plan mondial, notamment d'Asie, la Suisse fait embarcation commune avec l'Europe.

A ce propos, l'insécurité quant à l'évolution de l'Union européenne, en particulier pour ce qui est de son intégration au niveau monétaire, mais aussi l'issue incertaine de nos négociations bilatérales, pèsent sur notre situation et l'attrait de notre place économique. Mais là encore, il faut se garder des jugements péremptifs quant aux conséquences possibles des divers scénarios.

En ce qui concerne la politique monétaire, celle de la BNS suit une voie sage dans la mesure où la stabilité intérieure est un atout. L'abandonner, c'est ajouter une deuxième instabilité à celle des taux de change fluctuants.

Sur la trajectoire lente, mais irrémédiable des mutations structurelles, la Suisse doit donc relever aussi le défi externe qui nous échappe certes en partie et requiert toujours l'accord de nos partenaires, que ce soit dans les négociations bilatérales avec l'Europe ou dans nos relations avec l'OMC.

La commission salue la bonne facture du rapport, la foule des renseignements qu'il contient, la lucidité avec laquelle le Gouvernement nous présente l'examen de la situation.

Elle vous recommande de prendre connaissance du rapport en l'approuvant.

Loeb François (R, BE), Berichterstatter: Der Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik hat dieses Jahr im Zeichen des raschen Wandels der Weltwirtschaft, der Globalisierung und der schweizerischen Wirtschaftslage eine ganz besondere Bedeutung. Er ist ein Spiegel der heutigen Situation der Weltwirtschaft und der Lage der schweizerischen Wirtschaft – nicht nur der Aussenwirtschaft, sondern der gesamten Wirtschaft, denn je länger, je weniger kann zwischen Aussen- und Binnenwirtschaft unterschieden werden. Je länger, je mehr sind beide vernetzt; immer mehr hängen beide voneinander ab.

Ihre Kommission hat den Bericht intensiv behandelt und lässt ihn seiner Bedeutung wegen hier im Rat in der Kategorie II/III behandeln, so dass der Bundesrat die Ansicht des Rates zu Aussenwirtschaftsfragen zur Kenntnis nehmen kann.

Jeder zweite Franken wird «im Ausland» verdient. Die Aussenwirtschaft ist für unser Land zentral und von höchster Bedeutung für den Fortbestand des Wohlstandes in unserem Land und damit auch für unsere Sozialwerke, denn nur ein Land mit genügendem Bruttosozialprodukt kann sich ausgebaute Sozialwerke leisten.

Die Kommission hat als erstes dem Bundesrat ihren Dank für den grossen Einsatz an der aussenwirtschaftlichen Front ausgesprochen. Die Herren Bundespräsident Delamuraz und Bundesrat Cotti und ihre Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter haben sich mit einem sehr grossen persönlichen Einsatz für die Verbesserung der aussenwirtschaftlichen Rahmenbedingungen eingesetzt.

Ein besonderer Dank geht an all jene, die die Restrukturierung der Efta ermöglicht haben – eine Spitzenleistung, wenn bedacht wird, dass neben der Verkleinerung der Strukturen durch aktive Handelspolitik innerhalb eines halben Jahres auch der Abschluss neuer Freihandelsverträge mit den baltischen Staaten und Slowenien erreicht wurde, vor der EU! Wir behandeln diese Verträge heute. Zudem sind neue Verhandlungen der Efta mit den Mittelmeerstaaten im Gange.

Zur Efta – neben der WTO eines unserer wenigen multilateralen Fenster – müssen wir auch weiterhin Sorge tragen; wir müssen alles daransetzen, dass über die Efta im Interesse aller europäischen Staaten paneuropäische Ursprungsregeln entstehen. Ich habe den Wunsch, Herr Bundespräsident, dass wir uns für diese paneuropäischen Ursprungsregeln voll einsetzen, denn diese sind für unser Land, aber auch für die mittel- und osteuropäischen Länder von entscheidender Bedeutung. Die Efta-Mitgliedschaft sichert uns zudem – das wissen Sie – jederzeit den Zugang zum Europäischen Wirtschaftsraum, der eine Option der bundesrätlichen Integrationspolitik darstellt.

Eine weitere Spitzenleistung wurde im Vorsitzjahr der Schweiz bei Eureka, einer grenzüberschreitenden Kooperationsinitiative, für KMU vollbracht. Auch all jenen, die daran beteiligt waren, besten Dank!

Der Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik behandelt in umfassender Weise die neuen Parameter der Weltwirtschaft, die veränderten Produktions- und Handelsbedingungen, den steigenden Anteil der Dienstleistungsexporte – sie machen bereits 30 Prozent unserer Ausfuhren aus – und die Notwendigkeit einer Neuausrichtung unserer Aussenhandelspolitik. Es besteht Handlungsbedarf. Der Marktzugang im Ausland für Schweizer Waren, Dienstleistungen und Produktionsfak-

toren, d. h. Investitionen, Technologie und Arbeit, muss auf Gegenseitigkeit rasch und umfassend verbessert werden, wenn wir unsere Aussenhandelsposition halten wollen. Dies darf sicher nicht nur in Richtung eines einzigen Marktes erfolgen, sondern neben dem EWR-Hauptmarkt auch in Richtung Nafta-, Cefta-, Apec-, Mercosur- und Asean-Märkte, welche letztere sich durch besonderes Wachstum auszeichnen.

Die Kommission ist froh, dass der Bundesrat gemäss seinem Bericht privilegierte Wirtschafts- und Handelsbeziehungen mit diesen Staatengruppen und deren Mitgliedsländern anstrebt. Ideen, die kürzlich als absolute Neuheit propagiert wurden und die wir heute im Zusammenhang mit der Motion 96.3006, APK-NR (95.091) (Minderheit Frey Walter) behandeln werden, stehen somit bereits im Bericht. Herr Bundespräsident, ich bin froh, dass man hier dem Bericht absolute Neuheiten entnehmen kann. Das ist ein gutes Zeichen für Ihren Bericht.

Der World Trade Organization (WTO) und besonders ihren Möglichkeiten, den Dienstleistungs- und Kapitalverkehr zu liberalisieren und das geistige Eigentum zu schützen, ist ebenfalls hohe Priorität einzuräumen. Das globale Dorf ist schon heute Wirklichkeit. Wir haben die notwendigen Massnahmen rasch und umfassend zu ergreifen. Die Chancen der Zukunft müssen wir nutzen, bevor die Vergangenheit werden. Wir alle müssen mit der neuen Geschwindigkeit von Veränderungen zurechtkommen, diese Veränderung nicht als Bedrohung empfinden, sondern darin Chancen erkennen, die für ein kleines Land, wenn es die grössere Flexibilität und rasche wirtschaftliche Anpassungsfähigkeit ausspielt, weit aus grösser sind als für grosse Länder mit zementierten Strukturen. Dies aber bedingt, dass wir im «Weltwirtschaftsjass» unsere Trümpfe bewusster ausspielen und nicht für das nächste Spiel zurückhalten, in dem eine andere Farbe Trumpf sein kann.

Diese Trümpfe sind: die Kleinheit des Landes; die starke Struktur von kleinen und mittleren Unternehmungen (KMU), welche, wenn wir gute Rahmenbedingungen haben, auch zur Schaffung von Arbeitsplätzen führen kann; die politische Stabilität; die Übersichtlichkeit; die grosse Einsatzbereitschaft der Bürgerinnen und Bürger; der soziale Friede; unser hoher Ausbildungsstand, den wir weiter ausbauen und den wir aber immer wieder von neuem zu erarbeiten haben; die weltweite Verflechtung der schweizerischen Unternehmungen und ihre hohe Auslandsinvestitionstätigkeit und -bereitschaft; die Kreativität; die tiefen Zinsen; die grenzüberschreitende regionale Zusammenarbeit und die liberalen Aussenhandelsbedingungen; unsere landschaftlichen Schönheiten, die die Basis für die Leistungen des Tourismus darstellen, ein entscheidender Faktor unserer Aussenwirtschaft, den wir besonders pflegen müssen. Diese Trümpfe sind gezielt einzusetzen, damit wir in Zukunft Erfolg haben können.

Der Bericht ist eine Bestandesaufnahme der heutigen Situation. In der Kommission kamen Diskussionen auf und wurden Stimmen laut, die darauf hinwiesen, dass die Lage für die Exportwirtschaft sich ernster darstelle, als im Bericht geschildert. Die Kommission macht sich Sorgen darüber, dass die Schweizer Wirtschaft dieses Jahr innerhalb der europäischen Länder zum dritten aufeinanderfolgenden Mal punkto Wirtschaftswachstum die «rote Laterne» trägt, dass das durchschnittliche Wachstum der europäischen Länder 2,8 Prozent, dasjenige der Schweiz jedoch nur knapp mehr als Null beträgt, dass wir in der Rangliste der Wettbewerbsfähigkeit gemäss dem «Institute for Management Development» weltweit gesehen vom zweiten auf den fünften Rang abgerutscht sind. Noch befinden wir uns weltwirtschaftlich in der Spitzengruppe. Doch ohne Massnahmen werden wir ins Mittelfeld zurückfallen. Der hohe Kurs des Schweizerfrankens, die bedeutenden Aufwertungen haben der Exportindustrie und dem Tourismus zu schaffen gemacht und machen ihnen weiter zu schaffen.

Es entsteht ein Doppelleffekt: Einerseits werden die Exporte verteuert – die Konkurrenzfähigkeit unserer Betriebe im Ausland sinkt –, andererseits decken sich immer mehr Schweizer Exportbetriebe für Zulieferungen im Ausland ein, um ihre Konkurrenzfähigkeit aufrechterhalten zu können, was insbe-

sondere die KMU in unserem Lande trifft. Die Nationalbank hat hier die grosse Verantwortung, zwischen Stabilität und Wachstumsziel den richtigen Kurs zu steuern. Die Nationalbank ist in unserem Lande unabhängig, wir haben ihr nicht zu sagen, was sie zu tun hat, und sie hat die Verantwortung wahrzunehmen und nimmt sie auch wahr.

Die Kommission würde es schätzen, wenn über die Währungspolitik, diesen zentralen Bereich der Exportwirtschaft, mehr Aussagen im Bericht stehen würden, sei es seitens des Bundesrates oder in einem von der Nationalbank verfassten Kapitel. Die Kommunikation zwischen Nationalbank und Parlament sollte auf alle Fälle intensiviert und verbessert werden.

Wir gehen mit dem Bundesrat einig, dass aussenpolitischer Handlungsbedarf besteht, Handlungsbedarf für bessere Rahmenbedingungen im Inland unter Einhaltung der partnerschaftlichen Dialoge, des sozialen Friedens, des regionalen Ausgleichs und der nachhaltigen Entwicklung.

Es besteht aber auch bei uns in den eidgenössischen Räten Handlungsbedarf. Ein Zug, an dem vorne und hinten je eine 1000-PS-Lokomotive angehängt ist, deren jeweiliger Lokführer davon überzeugt ist, er sitze vorne, zieht nicht mit 2000 PS, sondern er bewegt sich überhaupt nicht. Wenigstens über die Richtung müssen wir uns einigen. Die schweizerische Wirtschaft hat immer nur bei möglichst offener, liberaler Aussenhandelspolitik mit möglichst wenig Handelshemmnissen und grosser Wettbewerbsfähigkeit des Wirtschaftsstandortes Schweiz die besten Resultate erzielt. Wir haben dafür zu sorgen, dass diese offene Haltung fortbesteht.

Es besteht aber auch Handlungsbedarf bei der Bevölkerung. Wir müssen unsere Mentalität und Denkweise ändern. Wir sind Weltmeister im Schattensuchen. Und wenn wir keinen Schatten finden, stellen wir ihn uns einfach in unseren Köpfen vor. Wenn wir alle nur noch Negatives zelebrieren, dann müssen wir die Ursache der negativen Grundstimmung nicht weit suchen. Wir aber zelebrieren auch noch die negative Grundstimmung. Das sollten wir einfach nicht tun.

Zu schaffen macht mir aber auch der Perfektionismus, den wir in unserem Lande haben. Perfektionismus mag eine Tugend sein, solange sich der bereits vorhandene Perfektionismus nicht permanent selbst noch perfektionieren will. Dies ist bei uns oft der Fall. Die Erkenntnis, dass wir in der Weltwirtschaftsmeisterschaft nicht mehr in den Medaillenrängen sind und wir einen neuen «Fahrstil» bzw. eine neue «Wachstechnik» benötigen, ist bedeutungsvoller, als den Medaillen nachzuweinen.

Es scheint mir, dass wir nach vorwärts blicken sollten. Herr Bundespräsident, ich schlage Ihnen einen Schulterschluss vor, eine Offensive, ein Zusammengehen aller Kräfte in unserem Land, hin zum 21. Jahrhundert: statt Nabelschau bessere Wettbewerbsfähigkeit; statt Angst Aktion; statt Resignation Ideen und Kreativität; statt Negativismus Aufbruch; statt Abkapselung Öffnung. Ich fordere Sie als Volkswirtschaftsminister, aber insbesondere als Bundespräsident auf, die Kräfte in unserem Land zu mobilisieren, die bereit sind, uns in die Medaillenränge zurückzuführen, die uns aus der Resignation führen, die private unternehmerische Impulse generieren, die bereit sind, Arbeitsplätze zu schaffen und damit unseren Wohlstand und unsere sozialen Institutionen weiterzuführen.

Wir brauchen den Schulterschluss, wir brauchen mehr Kreativität, wir brauchen mehr Öffnung, mehr Wettbewerbsfähigkeit, mehr Marktzugang, weniger Handelshemmnisse, aber insbesondere weniger Angst. Es ist Zeit, das Haar aus der Suppe zurück auf den Kopf zu bringen, wo es, aufrechten Hauptes getragen, seine Funktion ausüben kann. Die Zukunft ist voller Chancen. Nutzen wir sie gemeinsam!

Blocher Christoph (V, ZH), Sprecher der Minderheit: Ich spreche zur Motion 96.3006, APK-NR (95.091) (Minderheit Frey Walter). Herr Frey kann heute morgen nicht hier sein; er kann seinen Vorstoss nicht selbst begründen, weil wir das Traktandum verschoben haben.

Er hat eine Motion eingereicht mit dem Inhalt, dass die Schweiz Freihandelsverträge abschliessen soll, dass sie zu-

nächst einmal mit den Vereinigten Staaten Verhandlungen über Freihandelsverträge aufnehmen, aber gleichzeitig selbstverständlich auch mit allen anderen Handelsblöcken Freihandelsbeziehungen unterhalten soll.

Wie stellt sich denn die jetzige Situation dar? Es wird ja viel über Globalisierung gesprochen. Das ist auch ausserordentlich gefährlich, weil jeder, der in der Welt herumspringt und etwas macht, meint, das sei die Globalisierung. Sehr viele schweizerische Firmen – viel mehr, als zugegeben wird – haben in den letzten Jahren unter diesem Stichwort im Ausland Geld verloren. Ich könnte Ihnen eine ganze Reihe von Firmen aufzählen, die jetzt saniert werden. Man muss also mit diesen Schlagwörtern aufpassen.

Ich bitte Sie auch, die Unternehmensergebnisse verschiedener Firmen zu analysieren. Wo ungenügende Ergebnisse vorliegen, sind diese auf falsche Strategien zurückzuführen. Sehr viel geht eigentlich fehl, weil man den Grundsatz «Schuster, bleib bei deinem Leisten» – das tönt jetzt neben dem Wort «Globalisierung» etwas altmodisch – nicht einhält. Auch die jetzt in unserem Land vor sich gehende Grossfusion ist im wesentlichen darauf zurückzuführen, dass man nicht rechtzeitig dem Grundsatz «Schuster, bleib bei deinem Leisten» nachgelebt hat und sich nicht schon vor 15 Jahren auf ein Gebiet konzentriert hat.

Für das Land ist es auch so. Es ist gut, wenn man sich auch in der Wirtschaftspolitik an die Erfahrungen hält. Wir haben mit Freihandelsverträgen mit europäischen Staaten sehr gute Erfahrungen gemacht. Das geht auf die siebziger Jahre zurück, wobei die Intentionen selber natürlich auf die Nachkriegsjahre zurückgehen. Wir haben gute Erfahrungen mit diesen Freihandelsverträgen gemacht.

Was ist denn das Wesen dieser Freihandelsverträge?

1. Es ging darum, die Schranken für die Exporte – Zollschranken und Handelshemmnisse – abzubauen; dies in der Überzeugung, dass ein freier Handel die Wirtschaft belebt. Das war nicht nur für uns von Nutzen, sondern auch für die anderen. Es wurde uns nichts geschenkt. Die anderen hatten ein gleich grosses Interesse, sonst wäre die Schweiz nicht ein so wichtiger Kunde der Staaten der Europäischen Union, und sonst wären wir nicht ein so wichtiger Lieferant.

2. Man hat ehrgeizig darauf geachtet, dass man die gegenseitige Rechtsordnung estimiert. Es gibt keine institutionellen Bindungen. Jeder schaut, dass er in seinem Land das Sagen hat, dass er selber bestimmen kann und dass die Souveränität nicht beeinträchtigt wird. Das ist ein zweiter wichtiger Teil dieser Freihandelsverträge.

3. Man hat einzelne Fälle, die für das Land von Bedeutung sind und die man nicht einfach dem freien Handel unterwerfen kann, ausgeschlossen. Das gilt insbesondere für die Landwirtschaft, die man ganz oder teilweise ausgeschlossen hat.

4. Man hat den freien Personenverkehr nicht in die Freihandelsverträge eingeschlossen.

Mit diesen Verträgen haben wir sehr gute Erfahrungen gemacht, und wir machen auch heute noch sehr gute Erfahrungen damit.

Es fehlen uns aber solche Freihandelsverträge mit anderen Handelspartnern. Es ist nämlich so, dass der europäische Markt heute mehr oder weniger ein gesättigter Markt ist. Für ein Hochleistungsland wie die Schweiz, das mit diesen Produkten auf Industrieländer angewiesen ist, ist Europa mehr oder weniger ein gesättigter Kontinent. Man kann ja nicht in den Himmel wachsen. Länder, die in der Entwicklung weniger weit sind, wachsen stark. Andere Länder wachsen eben weniger stark.

Welches sind dann aber die künftigen Märkte? Die künftigen Märkte, die jetzt in einem starken Wachstum sind, sind besonders der Ferne Osten und Amerika.

Wir schlagen Ihnen konkret vor, jetzt Freihandelsbeziehungen aufzunehmen. Es sollen mit den Vereinigten Staaten Verhandlungen für Freihandelsverträge nach dem Vorbild der mit europäischen Staaten abgeschlossenen Freihandelsverträge geführt werden. Das ist der Sinn dieser Motion.

Ich muss Ihnen sagen, dass das für die Schweiz ausserordentlich interessant ist: Amerika ist ein grosser Markt. Nur

etwa 8 Prozent unserer Exporte gehen nach Amerika. Das ist wenig. Das hängt mit diesem Umstand zusammen; Amerika hat noch sehr hohe Zölle, sehr hohe Handelshemmnisse. Die Schweiz hat ja ausser im landwirtschaftlichen Bereich praktisch keine Zölle mehr. Es besteht auch von seiten der USA – das ergaben Gespräche mit Wirtschaftsleuten, aber auch mit der amerikanischen Administration – ein grosses Interesse an solchen Verträgen. Es besteht für uns keinerlei Gefahr, dass wir eine institutionelle Bindung eingehen müssen. Wir müssen also nicht der 51. Bundesstaat der Vereinigten Staaten werden!

Amerika hat eine Rechtstradition, die für Handelsbeziehungen geeignet ist. Natürlich meint Amerika mit «free trade» nicht ganz das gleiche wie wir. Das ist mehr der «fair trade». Es ist also etwas stärker auf die USA bezogen. Aber im Grunde genommen haben die USA hier eine grosse Erfahrung und Tradition. Für uns bestehen keine grossen Gefahren.

Dieses Thema wird ja schon lange diskutiert. Das ist nicht unsere Erfindung. Aber wir sind der Meinung, dass wir das jetzt tun sollten.

Ich habe dieses Thema in der WAK zur Diskussion gebracht. Der erste Redner hat gesagt, dass man keine Motion brauche, weil wir über Freihandelsverträge schon verhandelten. Der zweite Redner hat gesagt, dass wir das nicht machen sollten, weil wir es nicht machen dürften. Der dritte Redner hat gesagt, dass man zuerst die Vor- und Nachteile abklären solle. Der Tenor – auch vom Bundesrat – ist der, dass man diesem Thema eigentlich offen gegenübersteht und dass man das schon mehr oder weniger macht.

Nun muss ich Ihnen aber sagen, dass der andere Verhandlungspartner nichts davon weiss. Er muss natürlich auch etwas merken, wenn wir Verhandlungen führen, sonst hat das keinen Sinn. Darum sind wir der Meinung, dass wir dies richtig tun sollen. Es gibt Kräfte, die uns bitten, den Vorstoss zurückzuziehen. Wenn der Bundesrat erklärt, er werde die Motion erfüllen, so werden wir das aber auch merken und in einem Jahr kontrollieren können, dann können wir dies tun.

Es wird gesagt, dass die USA die Landwirtschaft drinhaben möchten. Natürlich ist ein solches Vorhaben nicht ohne Schwierigkeiten durchführbar. Dass die Amerikaner alles haben möchten, ist klar. Aber die Signale aus Amerika sind auch klar: An der Landwirtschaft lassen sie es nicht scheitern. Abgesehen davon muss man vielleicht nicht die ganze Landwirtschaft ausklammern.

Amerika ist beispielsweise der grösste Reisexporteur. Wir sind beispielsweise ein grosser Käseexporteur. Fleisch usw. werden wir sicher nicht einbeziehen können. Aber wir haben viele industrielle Güter.

Interessant ist, dass sich die beiden Länder ergänzen. Amerika hat viele Dinge, die wir nicht haben. Amerika ist zum Beispiel stark in der Autoindustrie; wir haben keine. Amerika ist stark im Bereich der Kommunikation und Telekommunikation, und zwar auch in der Hardware; das ist bei uns eher unbedeutend. Wir sind stark im Bereich der Güter von hoher Qualität und hoher Spezifität; das ist nicht die Stärke der USA. Hier gäbe es sehr vieles, was den Freihandel beleben könnte, und zwar zum Vorteil unseres Landes, aber natürlich auch zum Vorteil der andern. Es gibt immer nur einen zweiseitigen Vorteil.

Das schliesst in keiner Art und Weise aus, dass wir mit andern Blöcken – das steht ja in dieser Motion – auch Beziehungen haben, zum Beispiel mit dem Fernen Osten. Das ist ebenfalls wichtig. Ob man dort angesichts einer ganz andern Rechtstradition gleich zu Freihandelsverträgen kommen kann, bin ich nicht ganz so sicher.

Es geht auch nicht darum, der Nafta, einem Block, beizutreten, sondern es geht um bewährte, gute Freihandelsverträge.

Es ist für mich – jetzt, wo das Hohelied der Öffnung, Herr Loeb, gesungen wird – unverständlich, dass man einem solchen Anliegen nicht zustimmen kann und dass die Mehrheit der Aussenpolitischen Kommission diese Motion ablehnt. Die Kommission hätte eigentlich zustimmen sollen, es sei denn, der Bundespräsident könne hier erklären, er werde es tun,

auch wenn wir die Motion nicht überweisen. Da müssen wir in einem Jahr dann die Erfolgskontrolle durchführen.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): J'aimerais faire trois réflexions sur le rapport qui nous est soumis:

1. La première a trait à l'évolution de la politique commerciale sur le plan régional et, plus précisément, sur le plan européen. Evoquant les relations entre la Suisse et ses voisins, le Conseil fédéral affirme qu'il s'agit de viser la libre circulation des biens et des services et l'admission la plus large possible des facteurs de production. Parmi ces derniers, il y a bien sûr les personnes et leur libre circulation. Nous sommes persuadés que le dossier européen ne pourra pas progresser tant que nous n'aurons pas fait une ouverture sérieuse à ce chapitre de la libre circulation des personnes. Mais nous sommes aussi convaincus qu'une percée ne pourra être accomplie que si la libre circulation est assortie de mesures d'accompagnement. Cette remarque vaut aussi bien pour les négociations bilatérales que pour l'éventuelle remise sur le métier de l'entrée dans l'EEE et, bien sûr, pour l'intégration complète dans l'Union européenne. Ces mesures, à notre sens, sont bien plus essentielles que les petits calculs tactiques et les fumeux brassages de cartes, tant il est vrai que si la libre circulation des personnes n'entraînera pas un envahissement de la Suisse, ce principe suscite malgré tout des craintes parmi les travailleurs. Et nous ne gagnerons la bataille de l'Europe que si nous sommes capables de vaincre ces peurs, mais de manière concrète. A cet effet, il conviendrait notamment d'introduire les mesures suivantes:

a. Les critères actuels nécessaires à la déclaration de force obligatoire d'une convention collective de travail doivent être radicalement simplifiés. Le contrôle par les partenaires sociaux des conventions déclarées de force obligatoire doit être renforcé.

b. En cas d'abus, compétence doit être donnée aux cantons d'introduire dans certaines branches, et après consultation des partenaires sociaux, des salaires minimaux.

c. La Confédération, les entreprises fédérales, les cantons et les communes doivent être astreints, lors de l'attribution des marchés, à exiger du soumissionnaire qu'il respecte les conditions d'engagement et de travail usuelles dans la branche et dans la région, comme cela est d'ailleurs prévu dans la loi sur les marchés publics et dans le concordat international correspondant.

Il nous intéresserait fort de savoir ce que le Conseil fédéral pense de ces quelques propositions.

2. Idéalement, les mêmes principes devraient s'appliquer sur la scène mondiale. Récemment, le responsable d'une importante entreprise horlogère jurassienne me faisait remarquer qu'un produit X fabriqué chez lui revenait à 8,50 francs, mais à 45 centimes seulement dans le Sud-Est asiatique. «Et je ne peux tenir, ajoutait-il, que si je continue à fabriquer des produits que les autres ne peuvent pas faire.» Chapeau pour lui, mais il faut bien admettre que la course à la performance a des limites, et que l'on ne pourra mettre fin à cette compétition parfois destructrice qu'en établissant un socle social minimal sur le plan international, autrement dit une clause sociale mondiale, ou du moins des normes sociales et de travail internationalement reconnues. De telles mesures correspondent au prix à payer pour maintenir la paix sociale à laquelle le rapport fait allusion à plusieurs reprises.

J'aimerais préciser ici que les défenseurs de la clause sociale ne demandent ni un salaire minimum universel, ni des conditions de travail uniformes, ni quoi que ce soit de ce genre. Le contenu de toute clause sociale envisagée serait limité aux droits fondamentaux des travailleurs tels qu'ils sont énoncés dans les conventions de l'OIT: interdiction du travail forcé et du travail des enfants, liberté syndicale, droit d'organisation et de négociations collectives, droit à un salaire égal entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, et non-discrimination dans l'emploi.

Je n'entretiens cependant pas trop d'illusions sur une telle démarche. Je suis même d'avis que la mise en place d'une solidarité sociale globale, pendant de la globalisation économique, dépendra avant tout de la capacité des travailleurs et

des syndicats à s'organiser mondialement, du nord au sud, de l'est à l'ouest. Mais la réalisation de ce projet implique notamment de mener une lutte sans relâche contre les menaces qui pèsent un peu partout sur la démocratie. C'est pourquoi j'aimerais savoir comment le Conseil fédéral entend articuler sa politique économique extérieure avec le respect et le développement des droits démocratiques et en particulier le respect des droits syndicaux.

3. Je voudrais enfin souligner que je ne m'oppose pas à ce que la Suisse cherche à intensifier ses relations commerciales avec certains autres blocs régionaux, comme l'ALENA, mais que de telles démarches ne doivent pas conduire à reléguer à l'arrière-plan ce qui reste de notre objectif fondamental, à savoir l'intégration à l'Union européenne. Et cela d'autant plus que, contrairement à d'autres blocs, l'Union européenne n'est pas seulement un espace de libre-échange, mais aussi un espace politique, social et culturel, ce qui est fondamental à mes yeux. A l'inverse et précisément, c'est parce que l'ALENA n'est ni politique, ni sociale, ni culturelle que M. Blocher veut lui donner la priorité.

Mühlemann Ernst (R, TG): Die freisinnig-demokratische Fraktion nimmt in befürwortendem Sinn Kenntnis vom Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik und stimmt auch zu, dass wir sechs Wirtschaftsvereinbarungen abschliessen. Wir danken Herrn Bundespräsident Delamuraz und seinen Mitarbeitern für die ausgezeichnete Arbeit, die in diesem Bericht niedergelegt worden ist, aber auch für die ständigen Versuche, die schwierige Wirtschaftslage im Rahmen der Möglichkeiten, die der Staat hat, zu verbessern.

Dieser Bericht verdient es, dass wir ihn mit höchster Aufmerksamkeit lesen und hier durchdiskutieren. Das ist wahrscheinlich das zentralste Thema überhaupt, das uns beschäftigen muss, denn dieser Bericht enthält im ersten Teil eine klare Darstellung der heutigen Wirtschaftssituation. Es ist kein schönes Bild, das wir vorfinden. Man könnte es natürlich ungeschminkt darstellen, als es gezeichnet worden ist, aber es wurde hier – wahrscheinlich zu Recht – auch auf die psychologische Situation des schweizerischen Konsumenten Rücksicht genommen, der ja im Augenblick durch Angst wie gelähmt zu sein scheint.

Der zweite Teil des Berichtes ist der wichtigste. Er enthält die Handlungsperspektiven und bejaht den Handlungsbedarf auch des Staates im Rahmen seiner Möglichkeiten ganz deutlich.

Der dritte Teil enthält den Rapport über die Tätigkeit, die das Departement im ökonomischen Bereich entfaltet hat.

Herr Loeb hat sehr eindringlich aufgezeigt, dass wir auf einer schiefen Ebene sind. Sie können es nachlesen, die neuesten Forschungen zeigen es: Das Nullwachstum, das auch hier so lange herbeigerechnet wurde, ist eingetreten. Seit sechs Jahren stehen wir in bezug auf das Wachstum an letzter Stelle unter den Industrienationen. Der Durchschnitt scheint heute bei den OECD-Staaten bei 2 Prozent zu liegen.

Viel schlimmer noch aber ist unsere Situation in der Wettbewerbsfähigkeit. Das Internationale Institut für Management Development veröffentlicht jedes Jahr einen Bericht über die weltweite Wettbewerbsfähigkeit. Wir waren noch vor drei Jahren an zweiter Stelle, letztes Jahr an fünfter und sind heute auf dem Weg zur sechsten Stelle. Wir befinden uns also in einer Entwicklung, die eindeutig negativ ist. Und das ist vielleicht die bedenklichste Kurve, die wir beachten müssen.

Es ist auch klar, dass der harte Schweizerfranken – wie schon oft erwähnt – für unseren Arbeitsplatz und für die Hotellerie schwierige Ausgangspositionen schafft. Wenn die ABB mit ihrem Glanzresultat von 18 Prozent plus nicht im Dollarraum hätte abrechnen können, sondern dies im schweizerischen Frankenraum hätte tun müssen, wäre daraus ein negatives Ergebnis von minus 2 Prozent entstanden. Das ist die Wahrheit, und wir haben uns danach zu richten.

Daneben bestehen Strukturkrisen, zum Beispiel in der Bauwirtschaft. Wir haben kein Realeinkommen mehr, das eine steigende Tendenz aufweist, sondern es ist sinkend. Wir haben – selbstverständlich zum Ärger aller – immer wieder Ver-

lagerungen von Arbeitsplätzen ins Ausland in grösstem Ausmass. Verschiedene meiner Kollegen werden über diese Probleme sprechen. Ein Kollege kann dann auch über die jüngste Fusion in Basel berichten, warum sie notwendig war und welche Auswirkungen sie haben wird.

Nun, welches sind die Handlungsperspektiven? Sie bestehen nicht in einer Überaktivität des Staates im Rahmen von Impulsprogrammen und ähnlichem. Sie beschränken sich auf zwei Ziele: auf die Mithilfe beim Zugang zu den Märkten und den Versuch, die Rahmenbedingungen für die Unternehmen, speziell für die kleinen und mittleren Unternehmungen, zu verbessern. Auf der globalen Ebene, die im Bericht erwähnt wird, muss man den Gatt-Vertrag umsetzen und die direkten Handelsbeziehungen zur Nafta und zu den ostasiatischen Staaten aufnehmen.

Mit der Motion der APK-NR (95.091) (Minderheit Frey Walter) rennen wir dabei offene Türen ein. Ich glaube, die FDP-Fraktion kann sich damit abfinden, dass diese Motion in ein Postulat umgewandelt wird. Bundespräsident Delamuraz wird ein Freihandelsabkommen mit den USA vorantreiben, ohne sich von Herrn Blocher unter die Guillotine legen zu lassen.

Für den europäischen Rahmen bestehen in diesem Bericht wenig Anhaltspunkte, weil offenbar über dieses Thema schon zuviel gesprochen wird. Ich möchte Ihnen aber zu bedenken geben, dass hier die grosse Crux für unsere Wirtschaftspolitik liegt. Man spricht jetzt immer vom EWR II. Wir stehen vor der Möglichkeit, durch bilaterale Verträge einen Zugang zum europäischen Binnenmarkt zu finden, und müssten den Mut haben, mindestens auf EWR-Niveau zu verhandeln. Der EWR ist nicht wegen den Wirtschaftsverträgen gescheitert, sondern wegen dem vorgeplanten Beitritt zur politischen Union. Im weitern müsste man die Bemühungen für die Revitalisierung in der Binnenwirtschaft fortsetzen. Es fehlt leider im Bericht alles, was mit der grenzüberschreitenden, kleinen aussenpolitischen Tätigkeit auf regionaler Ebene zu tun hat.

Gesamthaft gesehen und abschliessend möchte ich Herrn Loeb unterstützen: Das Entscheidende ist die Mentalitätsveränderung. Wir müssen alle dazu beitragen, dass in diesem Dilemma zwischen Risikoangst und Chancenwahrnehmung die Chance gesucht wird und nicht die Angst siegt.

Zapfl Rosmarie (C, ZH): Der Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik 1995 wird von der christlichdemokratischen Fraktion genehmigt. Mit dieser Genehmigung unterstützt sie die Aussenwirtschaftspolitik des Bundes. Sie will jedoch auf einige Hauptprobleme hinweisen, bei denen Handlungsbedarf besteht.

Wir haben es bereits gehört: Der Wirtschaftsstandort Schweiz steht vor grossen Herausforderungen. Der Standortwettbewerb hat seit der politischen und wirtschaftlichen Öffnung Ost- und Mitteleuropas sehr stark zugenommen. Stärker als früher treten einzelne Staaten und Regionen direkt über Rahmenbedingungen, die sie selbst der Wirtschaft bieten, untereinander in Konkurrenz. Ohne die wirtschaftliche Öffnung der Schweiz gegenüber der EU droht die Gefahr, dass weiterhin Wertschöpfungspotentiale und damit auch Arbeitsplätze verlorengehen. Es ist doch so, dass wir nach wie vor zwei Drittel aller unserer Geschäfte mit der EU abwickeln. Die Nafta zum Beispiel, zu der die USA gehören, wie wir vorhin gehört haben, ist x-fach weniger wichtig, und mit der Efta wickeln wir ja noch zirka 1 Prozent unserer Geschäfte und unseres Handels ab. Anbieter auf Märkten, die bisher der Binnenwirtschaft zugerechnet wurden, müssen vermehrt international wettbewerbsfähig werden. Für diesen Schritt kämpfen wir, und den wollen wir auch verwirklichen. Unser Ziel ist die volle, gleichberechtigte Teilnahme am Binnenmarkt.

Der Bericht des Bundesrates zur Aussenwirtschaftspolitik gibt einen guten Überblick über die Tätigkeit im Jahre 1995. Aus dem Blickwinkel der nationalen, der regionalen und der globalen Ebene werden Wettbewerbsfähigkeit und Öffnung der Schweiz im Jahre 1995 – das ja längst vorbei ist und nicht so offen war – im Vergleich zu den Märkten der Welt beurteilt. Es sind drei Schwerpunkte, die in der CVP-Fraktion zu Diskussionen geführt haben: die bilateralen Verhandlungen, die

stark verkleinerte Efta und das schwache Wirtschaftswachstum der Schweiz.

Im Bericht wird betont auf die Wichtigkeit des partnerschaftlichen Dialogs hingewiesen. Dieser Dialog, die konkreten Verhandlungen zwischen der Schweiz und der EU, die geführt werden, sollten aus unserer Sicht nun endlich zum Abschluss kommen. Das Hauptziel, der freie Zugang zu den europäischen Märkten, ist für die Schweiz und ihre Wirtschaft lebensnotwendig. Damit würde endlich auch unserer Jugend der verbaute Weg zu Bildung, Forschung und Arbeit ausserhalb unseres Landes freigemacht. Ich denke doch, das müsse unser aller Anliegen sein. Damit das möglich wird, braucht es den freien Personenverkehr. Die Ängste vor diesem Dossier sind unbegründet. Deutschland und andere vergleichbare Länder haben Erfahrungen damit gemacht, und all die Befürchtungen, die in der Schweiz noch immer existieren, haben sich nicht bewahrheitet. Diese Ängste sind irrational und unberechtigt. Ich denke, wir haben die Aufgabe, diesen Ängsten entgegenzutreten.

Je länger es dauert, bis die Verhandlungen auch im Verkehrsdossier abgeschlossen werden können, um so schwieriger wird es. Die CVP-Fraktion ist klar der Meinung, dass der Bundesrat nun zum Abschluss der Verhandlungen kommen muss. Auch auf die Gefahr hin, dass ein Referendum ins Haus steht. Nun braucht es einen Erfolg und keinen Stillstand. Grosse Teile unserer Wirtschaft, unser Bildungswesen, unsere Forschung und die Technik sind darauf angewiesen. Was wir heute machen, ist diskutieren und überlegen, statt zu handeln. Manchmal habe ich das Gefühl, dass wir uns wirklich selbst im Wege stehen. Auch das wurde schon gesagt: Wir haben ein mentales Problem, und ich denke, das können wir uns heute nicht mehr leisten. Unser Blick zurück und das Festhalten an den goldenen Zeiten, die längst vorbei sind, «liegen» angesichts des Tempos des internationalen Wettbewerbs nicht mehr «drin».

Die Wirtschaft spricht schon längst von dramatischen Veränderungen. Ich denke, das öffentliche Bewusstsein hat das leider noch immer zu wenig wahrgenommen. Selbstverständlich ist es nun an uns Politikerinnen und Politikern, die Hausaufgaben zu lösen. Das heisst für mich, ganz klare Informationen über Vor- und Nachteile der Öffnung nach aussen zu vermitteln. Dabei spreche ich von Information und nicht von Angstmache.

Im Kapitel über die neue Wirtschaftsordnung wird ja aufgezeigt, in welch tiefgreifendem Wandel diese Wirtschaft steht. Ging es bis Mitte der achtziger Jahre darum, in der Schweiz gefertigte Güter im Ausland abzusetzen, so besteht heute der Handel von meist halbfertigen Produkten grenzüberschreitend durch Verträge und Kapitalbeteiligungen. Das heisst, dass für jede Phase der Produktion der günstigste Standort ausgewählt werden kann.

Damit ist auch das dynamische Wachstum in Asien zu erklären, und die Schweiz ist von dieser Entwicklung sehr stark betroffen; wir haben auch das gehört. Die Auslandsinvestitionen sind seit 1980 um das Doppelte gestiegen; 1995 beliefen sie sich auf 110 Milliarden Franken. Immer mehr werden Produktionsanlagen ins Ausland verlegt. Das heisst für uns, dass in der Schweiz Arbeitsplätze verlorengehen; die Arbeitslosenzahlen steigen. Die Expansion der Schweizer Wirtschaft findet schon seit Jahren im Ausland statt. Was bleibt auf der Strecke? Das sind vor allem die kleinen und mittleren Unternehmungen, es sind die Zulieferer für Grossunternehmer. Daneben, brandneu und immer wieder aktuell, wollen alle im Inland schlanker werden, um konkurrenzfähig zu bleiben. Das heisst im Klartext: Arbeitsplatzabbau.

Die CVP-Fraktion ist ganz klar der Meinung, dass es unsere Aufgabe ist, politische Rahmenbedingungen zu schaffen, damit Arbeitsplätze bestehenbleiben können, damit die Arbeitskräfte grenzüberschreitend eingesetzt werden können und damit in der Schweiz neue Arbeitsplätze geschaffen werden können. Ich betone: hier, nicht irgendwo. Die Durchlässigkeit der Grenzen ist eine wichtige Bedingung dafür, dass national die Produktionstätigkeit gewahrt werden kann.

Bei den aussenwirtschaftlichen Tendenzen ist genau zu beobachten, wie sich das Netz der Handelsabkommen entwik-

kelt. Die Hauptpartner der Schweiz sind nach wie vor die EU-Staaten daneben auch die Vereinigten Staaten. Wir sind dabei, Abschlüsse mit allen wichtigen Regionen zu erarbeiten. Wollen wir mit unserem Verhalten nun tatsächlich als Aussenseiter diskriminiert werden und schliesslich allein im Regen stehen? Ich denke, diese Gefahr muss ernst genommen werden. Die Nutzung unserer Möglichkeiten in der Aussenwirtschaftspolitik wird die Schweizer Wirtschaft stärken. Sie wird auch den politischen Handelsspielraum des Bundesrates erweitern.

Moser René (F, AG): «Lob für den Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik» lautete der Titel in der Pressemitteilung der APK-SR. Etwas weniger euphorisch sprach sich die Kommission unseres Rates in ihrer Pressemitteilung aus. Was den einen zuviel ist, ist den anderen zuwenig.

Für mich und die Freiheits-Partei trifft beides zu. Einerseits geht uns das Gejammer um die EU-Beziehung – ich denke da an die Vorrednerin – immer mehr auf den Wecker, andererseits fehlen uns die klaren Worte des Bundesrates für die Aussenwirtschaftspolitik ausserhalb der EU und des EWR. Uns EU-Kritikern wird immer wieder vorgeworfen, wir hätten keine Alternativen und drängten die Schweiz in den Abgrund der Isolation. Ich werde später noch darauf zurückkommen.

Der Bundesrat stellt in der Einleitung zu seinem Bericht zu Recht fest, dass das erwartete Wirtschaftswachstum in den westlichen Industriestaaten die hohe Arbeitslosigkeit nicht zu verringern vermag. Zugleich vermeldet er – im negativen Sinn –, dass das Wirtschaftswachstum der Schweiz von durchschnittlich etwas über 1 Prozent in den Jahren 1994 bis 1996 von der internationalen Konjunktur und vom wirtschaftlichen Wachstum in den umliegenden westeuropäischen Ländern abgekoppelt sei. Darf ich den Bundesrat bitten, jetzt auch zur Kenntnis zu nehmen, dass sich die Schweiz bezüglich der Arbeitslosenrate im Vergleich zu den EU-Staaten ebenfalls massiv abgekoppelt hat, aber im umgekehrten Sinne! Ich frage mich dann schon, was hier wichtiger ist. Wollen Sie etwa auch, wie Deutschland, eine Arbeitslosenrate von 11,1 Prozent nachziehen?

Im ersten Teil des Berichtes erwähnt der Bundesrat die besonders wichtige wirtschaftliche Beziehung der Schweiz zu den EU-Staaten. Dabei entwickelt er auch eine neue Redensart. Er spricht jetzt nicht mehr über den freien Personenverkehr, sondern orte Mobilitätsbedürfnisse der Schweizer Wirtschaft, welche entsprechende Freizügigkeit für Produktionsfaktoren erfordern würden. Was sich hinter diesem Begriff versteckt, wissen wir. Es wird in einer Klammer erwähnt: Investitionen, Technologie, Arbeit. Wenn man den Ausdruck «Produktionsfaktor» hört, dann geht es darum, dem Volk zum Beispiel den freien Personenverkehr zu verkaufen. Dass sich der Bundesrat bemüht, noch bessere Bedingungen in den wirtschaftlichen Beziehungen zur EU mittels bilateralen Abkommen zu sichern, weicht absolut nicht von unserer Meinung ab. Dass aber der Bundesrat bei jeder Gelegenheit in allen Ländern immer wieder sein strategisches Ziel, den EU-Beitritt, verkündet und sich gleichzeitig für den dummen Volksentscheid entschuldigt, bringt uns keinesfalls in eine bessere Verhandlungsposition. Auch in diesem Bericht stellt er hartnäckig die Öffnung und die Integration der Schweiz in die EU in den Vordergrund – eine, wie wir meinen, sehr kurz-sichtige Perspektive.

Zu jenem Teil des Berichtes, welcher in eher etwas vornehmer Zurückhaltung abgefasst ist: Der Bundesrat erkennt die Probleme in der Globalisierung der Wirtschaft und die zunehmende Wirtschaftsblockbildung in allen Kontinenten der Welt durchaus und will, wie er im Bericht schreibt, «in den kommenden Jahren» Gespräche mit Partnern in Nord- und Südamerika sowie in Asien bezüglich einer handelspolitischen Annäherung aufnehmen. Ja, wenn der Bundesrat nun endlich auch über die Aussenwirtschaftspolitik ausserhalb Europas nachdenkt, dann müsste dies eigentlich nicht erst in den kommenden Jahren, sondern möglichst schnell, möglichst sofort passieren. Was hindert denn den Bundesrat, jetzt offiziell bilaterale Verhandlungen mit den Wirtschaftseinheiten

Nafta, Mercosur, Asean und Apec zur Sicherung unseres Wohlstandes aufzunehmen? Gibt es da etwa auch Vorschriften von der EU-Kommission? Hat der Bundesrat etwa wegen der EU-Kommissions-Schelte bezüglich des Open-Sky-Abkommens mit der Schweiz keinen Mut mehr, selbständig mit den USA Kontakt aufzunehmen?

Die Fraktion der Freiheits-Partei hat jedenfalls letzte Woche eine Motion eingereicht, in der sie vorschlägt, bilaterale Verhandlungen mit den besagten Wirtschaftseinheiten, Nafta, Mercosur, Asean und Apec, aufzunehmen.

Wir finden, es sei allerhöchste Zeit, auch mit anderen Wirtschaftseinheiten bessere Marktzugangsbedingungen auszuhandeln. Dies ist insbesondere deshalb notwendig, weil erstens in den aussereuropäischen Wirtschaftsräumen ein weitaus grösseres Marktwachstum festzustellen ist und zweitens die genannten Wirtschaftseinheiten früher oder später ohnehin Freihandelsabkommen untereinander abschliessen werden. Wir sehen deshalb in einem solchen Vorgehen überhaupt keinen «Tanz auf mehreren Hochzeiten», wie das genannt worden ist, sondern eine Notwendigkeit in einer turbulenten Zeit mit immer schneller wechselnden Marktgegebenheiten.

Ich möchte auch klarstellen, dass wir die laufenden bilateralen Verhandlungen keinesfalls untergraben wollen. Wir wünschen uns genauso wie Sie erfolgreiche Abschlüsse.

Abschliessend möchte ich den Bundesrat bitten, bei Konflikten wie den massiven Zollerhöhungen beim Export von Schweizer Teigwaren bei der WTO energisch zu intervenieren. Es geht doch nicht an, dass die Spaghetti-Mafia unter den Augen der WTO solche marktdiskriminierenden Massnahmen trifft. Wir haben in der EWR-Debatte immer gesagt, wir seien für das Gatt, aber nicht für den EWR-Vertrag.

Deshalb unterstützen wir selbstverständlich auch den Vorstoss der Minderheit Frey Walter. Die Logik von Kollege Mühlemann ist nicht einzusehen: Er begrüsst die Motion und sagt dann, er möchte sie in einen Schubladenvorstoss umwandeln.

Eggly Jacques-Simon (L, GE): Nous saluons la substance de ce rapport. Alors que les deux derniers avaient renoué avec une tradition, j'allais dire un peu d'ennui, ce rapport-ci renoue avec celui d'il y a trois ans. Il y a de la substance, il nous fait réfléchir, nous vous en remercions, Monsieur le Président de la Confédération, ainsi que votre Office fédéral des affaires économiques extérieures.

Dans le bref laps de temps qui m'est imparti, j'aimerais évoquer deux sujets de satisfaction pour m'arrêter ensuite sur le double phénomène de globalisation et de régionalisation et, enfin, parler de la communication et du dialogue interne pour faire passer la prise de conscience des adaptations indispensables.

Premier sujet de satisfaction: le succès de l'Uruguay Round, la création de l'OMC, son installation, espérons-le définitive, à Genève. Ainsi, les choses sont allées dans un bon sens, dans le sens souhaité par la Suisse et dans le sens de ses intérêts. La libéralisation du commerce mondial, des échanges de services, la surveillance des bonnes règles pour cette libéralisation, c'est en effet une chance pour un pays qui vit tellement de ses échanges extérieurs. Mais, naturellement, le corollaire devrait être, en partie par obligation du GATT, en partie par exigence de capacité concurrentielle, une libéralisation du marché intérieur suisse visant à la revitalisation de toute notre économie. Or, la révision de la loi sur les cartels, de la loi sur le marché intérieur, de celle sur les entraves techniques au commerce, ont déjà en partie répondu à l'appel. Là encore, Monsieur le Président de la Confédération, nous saluons le rôle moteur de votre action, qui est extrêmement dynamique et continue, et de celle de votre département. Mais naturellement, il faut continuer dans cette voie, tout n'est pas accompli à cet égard, il s'en faut de beaucoup. Nous écouterons avec attention ce que vous nous direz sur ce point, sur la base du rapport.

J'en viens à l'analyse centrale de ce rapport – en tout cas à mes yeux –, sur la globalisation et la régionalisation. En un mot, comme l'avait souligné de manière un peu provocatrice

le rapport de Pury et consorts, les entreprises, aujourd'hui, ne connaissent plus de frontières.

Dans une chaîne de production, chaque segment est aujourd'hui réalisé dans et sur la place économique du pays représentant le meilleur équilibre entre avantages et inconvénients: coût du travail, conditions-cadres, accords sociaux, valeur ajoutée en général, qualité du savoir-faire professionnel, stabilité politique, etc. Tout rentre en compte. La Suisse doit donc pousser au maximum ses atouts: haute technologie, qualité professionnelle, stabilité politique et paix du travail, tout en atténuant ses inconvénients – je pense naturellement aux coûts de production et aux rigidités législatives. C'est simplifié, mais, Monsieur le Président de la Confédération, je crois que nous avons compris que ce sont là les exigences de la globalisation.

Pourtant, dans cette globalisation, dont l'OMC cherche à être l'arbitre, il y a ces grands marchés régionaux homogènes qui se cherchent et se constituent. Le rapport les décrit très bien. Il y a l'Union européenne, mais il y a le pendant nord et sud-américain et le pendant asiatique. Ce sont des blocs dynamiques intégrés qui se forment, si j'ose utiliser cette expression. Le risque de guerre économique, d'ailleurs en contradiction avec des éléments irrépressibles de globalisation, existe, d'où les ponts qui sont jetés, peu à peu, entre ces différents ensembles régionaux afin d'assurer la circulation et la complémentarité économique entre eux. On vient d'en avoir l'exemple avec le sommet Europe-Asie.

Alors, évidemment, les isolationnistes, chez nous, sont un peu embarrassés, car, pour lutter contre l'intégration européenne, ils nous ont dit: «Il faut jouer le jeu de la globalisation et de la mondialisation.» Ils ont tellement dit que la Suisse ne devait pas s'arrimer à l'Europe que maintenant ils pensent que nous pouvons ne pas être discriminés et jouer notre jeu tout seuls. Or, on voit que c'est très difficile.

Mesdames et Messieurs les isolationnistes en matière européenne, avez-vous remarqué que nous n'avons pas été invités au sommet Europe-Asie? Comprendrez-vous enfin que nous défendrons mieux nos intérêts nationaux en pouvant, non pas être annihilés, mais englobés dans l'action de notre ensemble régional naturel: à savoir l'ensemble européen? Comprendrez-vous que, loin d'être éteinte, notre voix sera davantage entendue si elle fait partie de ce concert européen dans l'orchestre mondial, afin d'éviter d'être discriminée? En effet, à moins d'avoir un porte-voix magique, nous aurons bien du mal à négocier tout seuls avec ces grands blocs américain et asiatique.

Alors, où en sommes-nous dans notre relation avec l'Europe et avec l'Union européenne? C'est l'objet d'une autre discussion. Faut-il aller vers un nouvel Espace économique européen? L'adhésion de la Suisse est-elle possible dans un avenir proche? Nous continuons, nous, le groupe libéral, au jour d'aujourd'hui, à considérer que la priorité pour le Conseil fédéral, c'est de mener jusqu'au bout les négociations bilatérales et, si possible, d'essayer de les réussir. Nous pensons que, pour cela, il faut probablement cesser de jouer au chat et à la souris et mettre certaines exigences clairement en avant dans la discussion, à savoir la question de la libre circulation des personnes et une solution de rechange à cette restriction concernant les 40 tonnes qui, si vous me permettez cette expression, ne tient plus la route.

Voilà ce que nous voulions dire à propos de cet aspect du rapport.

Enfin, j'ai beaucoup apprécié, Monsieur le Président de la Confédération, votre discours d'ouverture du symposium de Davos, que j'ai écouté en direct. La globalisation économique, en effet, n'est pas une fin en soi. Elle est une exigence à laquelle nous ne pouvons pas échapper. Il est évident que cette globalisation a aussi des conséquences, difficiles, qui peuvent créer une certaine tension chez nous. Pour arriver à assumer cette évolution, il faut donc un dialogue économique et social constant, ainsi qu'une communication constante. Nous ne saurions que vous inviter, Monsieur le Président de la Confédération, à essayer d'accompagner le mouvement irréversible par cette recherche du dialogue, afin qu'il n'y ait pas des poches de résistance qui l'entravent.

Grendelmeier Verena (U, ZH): Herr Blocher hat in seinem Votum den Bericht dazu benützt, die guten alten Zeiten der siebziger Jahre, der Freihandelsabkommen, die damals so gut möglich waren, zu beschwören. Ich komme nicht um den Verdacht herum, dass es sich um ein Ablenkungsmanöver handelt, weil auch Herr Blocher inzwischen eingesehen hat, dass Europa in allererster Linie unser Hauptpartner ist, acht-mal wichtiger beispielsweise als die USA.

Der Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik gibt einen umfassenden Überblick und Rückblick über die Tätigkeiten und die Sichtweise unseres Landes in bezug auf seine Beziehungen zum Ausland. Er listet auf, er beschreibt Dinge, die im vergangenen Jahr geschehen sind. Im Vordergrund stehen eindeutig der Beitritt zur WTO und unsere globale Vernetzung, aus welcher es keinen Ausweg gibt, kein Abseitsstehen, von Inseldasein ganz zu schweigen. Der Bericht ist durchaus kein reiner Schönwetterbericht, welcher Gegenwart und Zukunft als Paradies beschreibt. Er weist auch auf Gefahren dieser Vernetzung hin, auf Risiken der reinen Gewichtung des Marktwirtschaftlichen. Er tut das – und da möchte ich einmal etwas Neues sagen – in einer überaus klaren und präzisen Sprache.

Erlauben Sie mir, dass ich an dieser Stelle kurz eine Klammer öffne. Die Kritik, die während der Kommissionsarbeiten ab und zu laut wurde, dass der Bericht nicht attraktiv, nicht leserfreundlich abgefasst worden sei, scheint mir nicht gerechtfertigt – ganz im Gegenteil. Ich wünschte mir, dass sich auch andere Berichte oder Botschaften dieser Art vermehrt einer klaren Sprache, eines klaren Stils bedienen würden, eines Stiles sogar, der eine gewisse Lust an der «Sprache an sich» nicht ganz verleugnen kann. Mit diesem kleinen Dankeschön an die Verfasser – ich rede nur von der deutschen Ausgabe – schliesse ich meine Klammer und komme zum Inhalt zurück.

Hier allerdings seien ein paar Einwände erlaubt. Auch wenn es unbestrittenermassen Hauptaufgabe eines Berichtes ist, zurückzuschauen und Vergangenes aufzulisten, allenfalls warnend auf mögliche Defizite hinzuweisen, so fehlen mir eindeutig die Kosten, die eine immer härtere, immer reiner marktwirtschaftlich funktionierende Welt auslöst – Kosten, die sich ökologisch, aber auch sozial und schliesslich friedensgefährdend auswirken können. Es fehlen konkrete Impulse, Möglichkeiten, wie man solche Missstände bekämpfen, wie man diesen Gefahren begegnen könnte, und zwar in einer etwas mutigeren, etwas kreativeren und möglicherweise sogar provokativeren Art.

Zur Illustration zitiere ich einen Satz auf Seite 21 des Berichtes: «Dennoch: in der unentrinnbaren weltweiten Interdependenz mit westeuropäischem Schwergewicht können wir wirtschaftlich nur bestehen, falls wir unter Wahrung der Sozialpartnerschaft die Arbeitskapazität, die Ausbildung, die Forschung und die Investitionskraft zumindest komparativ steigern Grundlage bleibt jedoch – und wir unterstreichen dies formell – der partnerschaftliche Dialog, der soziale Friede, der regionale Ausgleich und die Qualität der Umwelt.» In diesem Stück Sprache manifestiert sich in meinen Augen der aktuelle Zustand unseres Landes. Es ist mehrfach gesagt worden, dass uns der Mut abgeht, und ich kann das leider nur bestätigen. Diese Sprache wirkt seltsam abgehoben, sehr gepflegt, als würden wir aus der Kaiserloge das wüste und beängstigende Geschehen auf der Bühne betrachten, als ginge es uns nichts an, als wäre es irgendein Krimi, der sich am Schluss in nichts auflöst. Also: «Switzerland as usual!» Inseldasein pur! Oder, wie es einmal ein Auslandschweizer recht zynisch, recht böse geäussert hat: Die Welt ist ein sinkendes Schiff und die Schweiz seine Luxuskabine.

Wenn wir nicht endlich sehen, dass eine explodierende Börse kein Indiz für Wohlstand und sozialen Frieden ist, sondern im Gegenteil weitere Heerscharen von Arbeitslosen produziert – ich mache Allusion auf das Basler-Chemie-Abenteuer –, dann beweist das lediglich, dass auch unser Land je länger, desto deutlicher einem Rambo-Liberalismus zu huldigen beginnt, der unseren Wohlstand, auf den wir so stolz sind, nicht erhält, sondern letztlich zerstört. Reich geworden ist unser Land aber durch eine soziale Marktwirtschaft, durch

die Einsicht, dass man Aktiengewinne nicht fressen kann, dass man nur durch die Teilhabe aller am Wohlstand den Frieden sichern kann.

Die LdU/EVP-Fraktion nimmt vom Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik positiv Kenntnis. Ein Bericht kann schliesslich nicht mutiger sein als das Land, welches er beschreibt.

Thür Hanspeter (G, AG): Der diesjährige Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik befasst sich schwergewichtig mit der zunehmenden Globalisierung der Weltwirtschaft. Ich erlaube mir, mich mit zwei Aspekten dieses Prozesses etwas näher zu befassen.

1. Zur ökologischen Dimension: Es ist bekannt, dass der Globalisierungsprozess in den achtziger und neunziger Jahren zu einem tiefgreifenden Wandel in der internationalen Arbeitsteilung geführt hat. Während es noch vor rund zehn Jahren im internationalen Handelsverkehr im wesentlichen darum ging, innerhalb der Landesgrenzen gefertigte Produkte im Ausland abzusetzen, besteht heute der Handel zunehmend im grenzüberschreitenden Transfer von halbfertigen Produkten, welche dann irgendwo zusammengesetzt werden.

Wenn wir der Frage nachgehen, was diese Entwicklung ausgelöst hat, erkennen wir sehr schnell die ökologische Problematik dieses Prozesses. Neben der Revolutionierung der Telekommunikation hat vor allem die massive Ausweitung der Transportmöglichkeiten zu Billigstpreisen diesen Globalisierungsboom überhaupt erst ermöglicht. Ich möchte Sie nicht mit Zahlen langweilen; wenn Sie aber auf die letzten zehn Jahre zurückblicken, stellen Sie fest, dass nicht nur in der Schweiz, sondern weltweit die Transportleistungen vor allem im Güterverkehr exponentielle Wachstumsraten gehabt haben und wir auch in nächster Zukunft mit solchen rechnen müssen. Wir sprechen von Verdoppelung bis Verdreifachung und wollen unsere Verkehrskapazitäten auf diese Prognosen ausrichten. Die ökologischen Auswirkungen dieses Prozesses sind bekannt. Dieser Globalisierungsprozess hat seinen ökologischen Preis. Die Frage stellt sich, wie lange wir diesen Preis noch bezahlen können. Sie werden einwenden, man habe das Problem längst erkannt. Sie haben recht, man spricht davon. Man weiss, dass man den Verkehr auf die Schiene bringen müsste, wenn man eine umweltgerechte Verkehrspolitik gestalten will. Faktisch geschieht aber genau das Gegenteil!

Wenn Sie das nicht glauben wollen, bitte ich Sie, die Zeitung von gestern zu konsultieren. Dort können Sie lesen, welche neuen Direktiven die Europäische Union in bezug auf die Verkehrspolitik herausgegeben hat. Sie ist nicht bereit, Lenkungsabgaben zu akzeptieren, damit die Schiene gegenüber der Strasse den Vorzug erhält. Die EU ist nicht bereit zu akzeptieren, dass die Österreicher mit prohibitiv hohen Transitabgaben die Güter am Brenner auf die Schiene zwingen wollen.

Ich erlaube mir eine Klammerbemerkung: Das ist ein Fingerzeig an jene mutigen Neat-Finanzierungsspezialisten, die glauben – wenn die 40-Tonnen-Limite in der Schweiz eingeführt ist und wir in der Schweiz von Umweggütern überschwemmt werden –, dass wir mit Schwerverkehrsabgaben und mit einer prohibitiv hohen Alpentransitabgabe diesen Mehrverkehr von der Strasse wegbringen. Weiter ist die EU nicht bereit, einen Transitvertrag bis zum Ende der Vertragsdauer zu akzeptieren. Das ist weiter nicht verwunderlich, wenn aus der Mitte der Bundesratsparteien während der laufenden Verhandlungen die Grundpfeiler dieses Transitvertrages ständig zur Diskussion gestellt werden.

Ich führe diese Beispiele an, um Ihnen darzulegen, dass wir vor dem Hintergrund dieses Globalisierungsprozesses mit ernsthaften ökologischen Problemen rechnen müssen, wenn wir nicht rechtzeitig das vorgehen, was nötig ist.

2. Wer kontrolliert die multinationalen «global players»? Im Bericht heisst es, dass nicht mehr die nationalen Volkswirtschaften untereinander im Wettbewerb stehen, sondern eine stetig wachsende Zahl zunehmend heimatloser Firmen einerseits und verschiedene nationale Investitionsstandorte andererseits. Im Bericht heisst es weiter, dass es für einen

Staat wie die Schweiz nur noch darum gehen könne, in diesem verschärften Standortwettbewerb zu bestehen. Die Vorredner haben dieses Lied bereits tüchtig gesungen.

Der Staat wird also zunehmend nur noch zum Handlanger eines renditesüchtigen, heimatlosen Investitionskapitals, das via globale Finanzmärkte um den Erdball kreist und dort landet, wo die höchsten Profite locken. Der Bericht formuliert diesen Sachverhalt ähnlich, aber etwas feiner: «Im Zuge des verschärften Standortwettbewerbs ist eine Tendenz zur internationalen Angleichung der innerstaatlichen Regelungen erkennbar, welche zum grossen Teil auf die Bedürfnisse der international tätigen Firmen zurückzuführen ist.»

Der Nationalstaat wird damit zunehmend seiner Gestaltungsmöglichkeiten im ökologischen und sozialen Bereich beraubt, und die Frage stellt sich: Wer oder was tritt an seine Stelle? Wer wird in Zukunft diese heimatlosen «global players», die zunehmend die Staaten und ihre Standortwettbewerbe gegeneinander ausspielen, auf globaler Ebene kontrollieren und ihnen ökologische und soziale Rahmenbedingungen auferlegen?

Die Welthandelsorganisation wäre dazu aufgerufen. An der Konferenz von Marrakesch wurden diese Fragen immerhin aufgebracht. Es wurden die Schnittstellen zwischen Handel, Umwelt und Sozialnormen thematisiert. Lösungen wurden natürlich keine gefunden. Wir hoffen dieses Jahr auf die Folgekonferenz in Singapur, die sich dieser Probleme annehmen will. Wir werden die Ergebnisse dieser Konferenz sehr genau analysieren und uns dann die Frage stellen, ob es der WTO in Zukunft gelingen wird, zu verhindern, dass dieser Globalisierungsprozess in ökologischer und sozialer Hinsicht in die Katastrophe führt. Ich hoffe sehr, dass die Schweizer Delegation an dieser Konferenz das Ihre dazu beiträgt, dass die Erkenntnis wächst, dass ökologische und soziale Rahmenbedingungen auf globaler Ebene nötig sind.

Wir von der grünen Fraktion sind in bezug auf diesen Prozess nicht so euphorisch, wie das andere Sprecher gewesen sind. Wir sehen erhebliche Gefahren und Probleme auf uns zukommen.

Gysin Remo (S, BS): Für einen Neuling ist es erleichternd und wohlthuend, feststellen zu dürfen, welchen Stellenwert der Bundesrat der Umwelt und sozialen Zusammenhängen gibt, welches Herz er für kleine und mittlere Unternehmen hat und welchen Effort er in der Entschuldungsfrage bei den ärmsten Ländern zeigt.

Ich komme soeben aus Ostafrika zurück und möchte Ihnen ein Beispiel geben, wie das aussieht: Uganda muss in grossen Inseraten darauf aufmerksam machen, dass es pro Kopf der Bevölkerung jährlich 33 Dollar Schulden zurückzahlen muss und dass ihm für das Gesundheitswesen pro Kopf der Bevölkerung 3 Dollar bleiben. Diese Verhältnisse sind unwürdig. Ich bin froh, dass sich der Bundesrat hier intensiv einsetzt.

Im ersten Kapitel, wo Sie, Herr Bundespräsident Delamuraz, grundlegende Überlegungen über das Verhalten der internationalen Unternehmen anstellen, sind Sie von der Wirklichkeit eingeholt worden. Sie sprechen – ich wiederhole jetzt den einen oder anderen Vorredner, aber es dünkt mich ein wichtiges Kapitel – von heimatlosen Unternehmen. Da hat Ihnen wohl jemand einen Streich gespielt. Sie meinen wohl Unternehmen ohne jede Loyalität gegenüber ihren Standortländern. Es sind ja auch keine gemeinnützigen Institutionen. Profit führt überallhin.

Hier stellt und zeigt sich in aller Deutlichkeit ein zweites Problem, das meines Erachtens im Bericht zu wenig angesprochen ist, nämlich die unterschiedlichen Geschwindigkeiten von Geld und Arbeit, die unterschiedlichen Mobilitäten: In Basel und weltweit haben wir beobachten können, wie man als Aktionär über Nacht insgesamt 18 Milliarden Franken zusätzlich gewinnen kann. Stellen Sie das im Sinne eines Leistungsprinzips der Arbeitnehmerschaft gegenüber, zu Lasten derer zur selben Zeit ein Abbau von 10 000 Stellen proklamiert wird und die für ein anständiges Vermögen ein Lebensprogramm aufstellen muss. Wie gedenken Sie, mit diesen unterschiedlichen Geschwindigkeiten umzugehen? Welche Strategien, Ideen und Modelle entwickeln Sie, Herr Bundes-

präsident? Ich denke nicht, dass Sie eine Patentlösung haben, aber es gibt Ansätze, um diesem Zwiespalt, diesem Auseinanderdriften von Geld und Arbeit, zu begegnen.

Die zweite Frage ist auch gestellt. Ich möchte sie hier noch unterstreichen: Wie sollen transnationale Unternehmen zukünftig demokratisch kontrolliert werden? Das ist aufgrund der einschneidenden Einwirkungen – Arbeitslosigkeit ist nur ein Thema – absolut notwendig. Auch hier bitte: Welches sind Ihre Vorstellungen, Herr Bundespräsident?

Ich bitte Sie in diesem Zusammenhang auch, den einen oder anderen Beamten, auch die Vertreter der Schweiz in der OECD, beim IWF oder bei der Weltbank darauf aufmerksam zu machen, dass der globale Wettbewerb nicht das Allheilmittel sein kann. Der Standortwettbewerb, weltweit geführt, führt leicht zu einem ruinösen Kampf. Das ist – bei oligopolistischen Situationen, die wir heute bei den meisten Konzernen und Branchen antreffen – die generelle Ausgangsposition. Ökonomen erinnern sich an die Aussage der Preistheorie. Das Öffnen der Märkte, das Verbessern des schweizerischen Standortes können ja wohl nicht alles sein, was Sie als Zielsetzung und Programm im Köcher haben.

Auch eine Mahnung an den einen oder anderen Bundesvertreter in den internationalen Organisationen, wo neoliberale Rezepte mehr oder weniger über einen Leisten geschlagen und unabhängig von der besonderen Situation eines Landes einfach empfohlen werden: Ich muss hier keinen Vortrag über Reaganomics und Thatcherismus halten. Ich glaube, jeder weiss, dass diese nicht nur Glück gebracht haben.

Der Bericht spricht das Verhalten der USA sehr offen an. In jeder Ecke Zahlungsrückstände: Zahlungsrückstände zum Beispiel bei der Unido von 70 Millionen Dollar – stellen Sie sich das vor! –, Zahlungsrückstände der US-Regierung auch bei der OECD und gegenüber der Internationalen Entwicklungsorganisation. Ich wäre froh, Herr Bundespräsident Delamuraz, wenn Sie uns kurz erklären könnten, was eigentlich mit den USA los ist. Wo ist der Gemeinschaftsgedanke? Wo ist die Solidarität dieses grössten Bruders unserer Welt?

Wenn ich gerade bei den USA bin: Ich bitte Sie, dem amerikanischen Botschafter auszurichten, dass nicht nur die EU und die WTO es empörend finden, was die USA zurzeit mit dem Handelsembargo gegenüber Kuba treiben, sondern dass auch wir in der Schweiz es widerlich finden, wie die USA mit Kuba umgehen. Das ist eine kolonialistische Haltung, die übrigens auch unsere schweizerische Handelsouveränität einschränkt und nicht einfach ohne weiteres hingenommen werden kann.

Zum letzten Punkt, zur Internationalen Tropenholz-Organisation: Ich möchte auch hier dem Bundesrat für sein Engagement, für seine Anstrengungen danken. Er unterstützt zum Beispiel bis heute 29 Projekte freiwillig. Und er macht im internationalen Vergleich etwas Einzigartiges: Er lässt durch eine neutrale, unabhängige Organisation, die der Regierung nicht direkt unterstellt ist, evaluieren und kontrollieren. Ich möchte Ihnen für dieses vorbildliche Verhalten danken und Ihnen dazu gratulieren.

Trotzdem einige kritische Bemerkungen zum Abkommen: Das Übereinkommen schliesst ja nur tropische Harthölzer ein. Tropische Nadelhölzer und auch die Zonen und Wälder der Kahlschlaggebiete von Finnland, Kanada oder Sibirien sind leider ausgeschlossen.

Kritisch ist auch die Zielsetzung: Bis zum Jahre 2000 soll die nachhaltige Bewirtschaftung im ganzen Handel mit Tropenholz voll zum Tragen kommen. Ich halte das für unrealistisch. Ich möchte in diesem Zusammenhang die Frage stellen, Herr Bundespräsident: Welche Strategien, welche Fördermassnahmen zur Zielerreichung sehen Sie vor? Wie kann das Ziel erreicht werden? Wie forcieren Sie?

Eine zweite Frage: Wären Sie bereit, falls die Zielsetzung bis zum Jahre 2000 nicht erreicht werden kann und auch dann noch mit Tropenholz aus Raubbau Handel betrieben wird, für solche Tropenhölzer einen Einfuhrstopp vorzusehen?

Die letzte Frage: Wird sich der Bundesrat in jedem Falle für den Einschluss sämtlicher tropischer Holzarten – auch derje-

nigen zwischen dem Wendekreis des Krebses und des Steinbocks, so wird es im Bericht beschrieben – einsetzen, damit die Tropenholzwälder in einem zukünftigen Abkommen wirklich umfassend einbezogen sind? Die Ratifizierung ist wohl unbestritten.

Ich danke Ihnen für die Beantwortung meiner Fragen.

Le président: J'aimerais souhaiter un bon anniversaire à M. Jean-Charles Simon. Il a aujourd'hui sa fête. (*Applaudissements*)

Steffen Hans (–, ZH): Der Bundesrat definiert eingangs des vorliegenden Berichts die allgemeine Zielsetzung der schweizerischen Aussenwirtschaftspolitik. Was strebt er an? Er will den Marktzugang im Ausland für schweizerische Waren, Dienstleistungen und Produktionsfaktoren auf der Grundlage der Gegenseitigkeit qualitativ verbessern, um so die Attraktivität des schweizerischen Wirtschaftsstandortes zu erhöhen.

Auffällig ist hier die Verwendung des Begriffs «Produktionsfaktor». Kollege Moser hat sich vorhin ebenfalls an diesem Begriff gestossen. Der Bundesrat zählt seine drei Produktionsfaktoren auf: 1. Investitionen; 2. Technologie; 3. Arbeit. Es existiert aber auch eine allgemeingültige Definition der Produktionsfaktoren mit folgenden drei Begriffen: 1. Kapital, das auch Investitionen und Technologie umfasst; 2. Grund und Boden; 3. Arbeitskraft. Damit werden die vorher reichlich verdeckten Absichten des Bundesrates verständlicher und klarer. Ich werde noch auf die Auslegung dieser Absichten zurückkommen.

Der Bundesrat beschäftigt sich später im Bericht unter anderem mit der sogenannten «regionalen Ebene», welche die Nachbarländer beziehungsweise die Staaten der Europäischen Union umfasst. Er erklärt, die schweizerische Wirtschaft benötige zur Bearbeitung dieser Märkte bessere Zugangsbedingungen, welche die volle Freizügigkeit für Güter und Dienstleistungen sowie den Zugang und die Inlandzulassung der Produktionsfaktoren umfassen. Ich wiederhole diesen Begriff hier wieder.

Die Verwirklichung dieses frommen Wunsches ist allerdings nur auf der bereits erwähnten Grundlage der Gegenseitigkeit möglich. Im Klartext bedeutet dies folgendes: Neben dem freien Zugang für Güter und Dienstleistungen erwartet der Bundesrat den Zugang der Schweiz zum nachbarlichen Grund und Boden, und er will den freien Zugang von Schweizer Arbeitskräften auf den nachbarlichen Arbeitsmärkten. Dieser Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik wird ohne jeden Zweifel auch von den Apparatschiks unserer Verhandlungspartner in Brüssel einer genauen Analyse unterzogen. Wenn sie diese bundesrätlichen Zielsetzungen zur Kenntnis genommen haben, werden sie – mit Blick auf den geforderten Grundsatz der Gegenseitigkeit – unserer Delegation gegenüber weiterhin kompromisslos auf der Abschaffung der Lex Friedrich und auf der Forderung nach voller Personenfreizügigkeit beharren.

Ich frage Sie, Herr Bundespräsident Delamuraz: Wirken sich solche Erklärungen in öffentlich zugänglichen Berichten nicht eben negativ auf unsere Verhandlungsposition bei den bilateralen Verhandlungen aus?

Ich komme noch kurz auf ein zweites Thema zu sprechen: Auf Seite 39 des Berichtes schreibt der Bundesrat über die Beziehungen ausserhalb des Mittelmeerraumes, er beabsichtige in den kommenden Jahren – ich wiederhole: in den kommenden Jahren –, mit Partnern in Nordamerika (Nafta), Südamerika (Mercosur) und Asien (Asean/Apec) Gespräche zu einer handelspolitischen Annäherung aufzunehmen. Diese Absicht wird von mir dankbar begrüsst. Aber der Zeitfaktor stört mich. Ich gehe davon aus, dass der Bundesrat hier nicht zögerlich vorgeht und nicht erst in den kommenden Jahren zu agieren beginnt, sondern so rasch wie möglich solche Verhandlungen aufnimmt. Ich persönlich wäre glücklich, wenn die ersten Sondierungsgespräche längst laufen würden.

Der Bundesrat schreibt in seinem Bericht zu Recht, dass eine gestärkte Position der schweizerischen Unternehmen wegen der hohen Wachstumsraten in diesen fernen Gebie-

ten zum einen zu einer besseren Streuung der Risiken und zum anderen zu einer Sicherung der Vollbeschäftigung der Schweiz – ich würde allerdings bescheiden schreiben: zu einer Verbesserung der momentan schlechten Beschäftigungslage – beitrage.

Ich schliesse meine kurzen Ausführungen mit einem Zitat der Osec aus dem Magazin «Schweizer Aussenwirtschaft», Nr. 9/96, wo sich unser diplomatischer Vertreter in den USA, Herr Botschafter Carlo Jagmetti, zum politischen und wirtschaftlichen Klima in den USA äussert. Er schreibt: «Wir müssen jetzt agieren. Und jetzt agieren bedeutet, dass wir eine aktive Vorwärtsstrategie anwenden müssen. Es ist an uns, die verschiedenen Möglichkeiten für den Abschluss von bilateralen und regionalen Abkommen mit unseren ausser-europäischen Handelspartnern zu analysieren.» Er schliesst den Artikel wie folgt: «Wichtig erscheint mir aber, dass wir uns auch ausserhalb Europas aktiv nach Lösungsansätzen umsehen. Es ist ganz klar, dass unsere absolut erste Priorität in den Verhandlungen mit der EU liegen muss.» Der Schlusssatz seines Berichtes lautet: «Wir dürfen aber nicht alle Eier in einen Korb legen.»

Mit diesem Hinweis schliesse ich und wünsche dem Bundesrat und Ihnen, Herr Bundespräsident, frohe kommende Ostern.

Stucky Georg (R, ZG): Zuerst danke ich für den klaren und konzisen Bericht des Bundesrates.

Die Absicht des Bundesrates wird deutlich dargelegt. Auf Seite 20 heisst es nämlich: «Es gilt, unsere Wirtschaftspolitik ständig auf ihre Auswirkungen auf die Standortqualität zu überprüfen, damit die Wirtschaft unseres Landes auch in einer globalisierten Weltwirtschaft möglichst reibungslos funktionieren kann.» Ich bin dem Bundesrat dankbar dafür, dass er diese Absicht auch bei der Konkretisierung der Grundsätze beibehält und dass er sie dem ganzen Bericht als roten Faden zugrunde gelegt hat, sowohl im Hinblick auf Europa wie auf die Wirtschaftsblöcke.

Ich möchte mich nur auf einen Teilbereich, vielleicht auf eine wunde Stelle, konzentrieren. Es geht mir um die Investitions- und Rechtsschutzabkommen. Aus der Wirtschaft erhalten wir immer wieder Hinweise auf Schwierigkeiten bei der Durchsetzung von Verträgen im Ausland, auf Schwierigkeiten auch mit dem lokalen Gerichtswesen. Die Verträge sind zwar unterschrieben. Aber wie wird das geschriebene Wort interpretiert? Wie kann der Rechtsschutz durchgesetzt werden?

Wir wissen, dass die Rechtstradition gegenüber dem geschriebenen Wort auf der weiten Welt völlig verschieden ist. Wir meinen immer, unsere Rechtsvorstellung, die auf römischem Recht basiert (*pacta sunt servanda*), gelte auf der ganzen Welt. Der Grundsatz findet sich zwar zum Beispiel auch im Koran. Aber der Zugang zur Interpretation eines Vertrags ist in der fernöstlichen Welt ein völlig anderer. Es geht also darum, Flankenschutz mit wichtigen staatlichen Abkommen, etwa durch Investitionsabkommen, zu schaffen.

Der Bundesrat bezeichnet das multilaterale Investitionsabkommen mit der OECD als Priorität. Dazu gestatte ich mir die Frage an den Herrn Bundespräsidenten: Gibt es einen Zeitplan? Wann kann dieses multilaterale Abkommen der OECD abgeschlossen werden?

Eine zweite Frage: Es wird im Bericht in Aussicht gestellt, dass die Schwellenländer diesem Abkommen beitreten könnten. Sind solche Absichten konkret geäussert worden? Oder versuchen die Schwellenländer, schon jetzt bilaterale Abkommen zu schliessen, weil das OECD-Abkommen noch nicht fertig ist?

Wir haben zwar bei den Doppelbesteuerungsabkommen gute Erfahrungen gemacht: Mit dem OECD-Musterabkommen konnte eine Basis für die bilateralen Abkommen gelegt werden. Ist es denkbar, dass man hier ähnlich vorgeht, also einmal ein Musterabkommen schafft und dann bilateral Abkommen schliesst?

Eine ähnliche Frage in gleicher Richtung: Sollten wir nicht die internationale Schiedsgerichtsbarkeit fördern, etwa durch Stärkung des Schiedsgerichts der Internationalen Handelskammer in Paris?

Ein realistisches Vorgehen wäre es wohl, Einzelsektoren, in denen wir tatsächlich etwas unternehmen können, zu fördern. Das wäre besser, als gleich Freihandelsabkommen mit ganzen Wirtschaftsblöcken zu schliessen – wie das in der Motion der APK-NR (95.091) (Minderheit Frey Walter) vorgeschlagen wird – und dabei möglicherweise nicht voranzukommen.

Imhof Rudolf (C, BL): Der vorliegende Bericht hat in den Abschnitten zur «nationalen Ebene» einige bemerkenswerte Punkte, auf die ich kurz eingehen will. Dabei gehe ich mit Herrn Mühlemann einig, dass die Wettbewerbsfähigkeit zum zentralen Thema der Wirtschaftspolitik geworden ist. Für das grosse öffentliche Interesse an der Wettbewerbsfähigkeit sind drei Gründe massgebend:

1. Die exportorientierten Unternehmen konkurrieren auf dem Weltmarkt mit den ausländischen Unternehmen. Je grösser der Aussenhandel einer Volkswirtschaft ist, um so wichtiger ist dieser Aspekt.

2. Die einheimische Industrie und die einheimischen Unternehmen konkurrieren mit den Importen.

3. Die Unternehmen werden immer mobiler und bringen damit die Standortattraktivität ins Spiel.

Dabei muss uns klar sein, dass die Wettbewerbsfähigkeit ein Mittel der Effizienz, aber auch der Wohlfahrt ist. Es ist daher richtig und zu begrüssen, dass der Bundesrat den anstehenden Reformen der Agrar-, Energie-, Transport-, Telekommunikations-, Forschungs- und Bildungspolitik höchste Priorität einräumt. Das sind die Rahmenbedingungen, die es in unserem Lande zu reorganisieren gilt.

Der Strukturwandel, der durch den Wettbewerb erzwungen wird, mag oft schmerzlich sein, aber langfristig ist er nicht aufzuhalten. Wettbewerbsunfähige Wirtschaftsbereiche, die durch Subventionierung und Protektion künstlich am Leben erhalten werden, gehen zu Lasten der ganzen Volkswirtschaft und machen eine spätere Anpassung sehr schwierig. Es ist kontraproduktiv, die eigenen Produkte konkurrenzfähiger zu machen, indem wir sie im Inland vor ausländischen Konkurrenten schützen – also durch Protektion – oder sie auf ausländischen Märkten durch Subventionierung staatlich fördern. Es ist richtig, dass wir damit kurzfristig den Marktanteil der schweizerischen Produkte erhöhen können, aber volkswirtschaftlich ist ein solches Vorgehen völlig indiskutabel.

Was ist deshalb zu tun?

1. Wettbewerb: Monopole und Kartelle im Inland sind raschestmöglich durch Anwendung des Kartellgesetzes zu beseitigen. Das Binnenmarktgesetz muss die kantonalen Bewilligungs- und Submissionsvorschriften vereinheitlichen.

2. Effizienz in der staatlichen Regulierung: Laut BAK-Studie besteht der höchste Handlungsbedarf beim Aufwand, der für die Erhaltung von Bewilligungen geleistet wird. Wir müssen Möglichkeiten zur Vereinfachung des Bewilligungsprozesses schaffen. Anstatt gewisse gewerbliche Aktivitäten zu verbieten oder zu regulieren, wäre eine Liberalisierung weit besser.

Ein weiterer bedeutender Faktor sind die Leistungen des Staates und die Höhe der Steuern, die er dafür erhebt. Weil staatliche Institutionen keinem Konkursrisiko unterliegen und zudem der Mitbewerberdruck fehlt, ist die Gefahr gross, dass Leistungen erbracht werden, die der Bürger weder will noch braucht.

3. Förderung der Ausbildung und der Humaninfrastruktur: Die Vielfalt an Spezialausbildung ist in einem kleinen Land wie der Schweiz nur begrenzt möglich. Deshalb ist es – wie der laut BAK-Studie – äusserst wichtig, dass Arbeitsbewilligungen für hochqualifizierte Spezialisten erhältlich sind. Wenn schon keine Personenfreizügigkeit besteht, wäre doch zum Beispiel eine Ausbildungsfreizügigkeit anzustreben.

Es sind also vor allem die wettbewerbsrelevanten Punkte, die angegangen werden müssen. Der Bundesrat hat in seinem Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik einen sehr guten Beitrag dazu geleistet. Es liegt nun am Parlament, die wichtigsten Punkte zu bearbeiten und umzusetzen. Dabei sollte weniger die kurzfristige Verbesserung als vielmehr die langfristige

Wettbewerbsfähigkeit unseres Landes im Vordergrund stehen.

Randegger Johannes (R, BS): Bevor ich über den Zusammenschluss von Sandoz und Ciba spreche, möchte ich etwas Grundsätzliches zum Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik vortragen.

Die theoretische Einführung zur Globalisierung im Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik ist grundsätzlich richtig, und wir sind dem Bundesrat dankbar dafür, dass er auch die Ereignisse rund um den Erdball so dargestellt hat. Die Globalisierung wird mehr und mehr Auswirkungen auf unsere Volkswirtschaft haben.

Das Tempo der Veränderungen wird vom globalen Markt bestimmt. Die Welt ist zu einem Dorf geworden, einem Dorf, wo überall geforscht und entwickelt, produziert und verkauft wird. Weltweite Zusammenschlüsse in der pharmazeutischen Industrie – als Reaktion auf Gesundheitsreformen in westeuropäischen Ländern, auf die Preispolitik für Pharmazeutika in Japan oder auf die Einführung einer integrierten Gesundheitsvorsorge, «managed care», in den USA – haben das Umfeld für die in der Schweiz forschende und produzierende Pharmaindustrie ganz gewaltig verändert. Es ist zu sagen, dass die Wertschöpfung der Pharmaindustrie noch zum grössten Teil in der Schweiz erfolgt. In der Nordwestschweiz beispielsweise werden über 7 Milliarden Franken pro Jahr an Wertschöpfung erzielt. Davon gehen 70 Prozent beziehungsweise rund 5 Milliarden Franken an die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter in Form von Löhnen und Gehältern. Die Hälfte der Forschungs- und Entwicklungsaufgaben fällt in der Schweiz an.

Die Pharmaunternehmen der Schweiz haben gar keine Wahl. Sie müssen sich den globalen Veränderungen anpassen, wenn sie wettbewerbsfähig bleiben wollen. Täten sie dies nicht, wäre ihr Fortbestand ernstlich in Frage gestellt.

Aus einer Position der Stärke zu handeln heisst, Veränderungen rechtzeitig zu erkennen und Lösungen zu gestalten. Das gilt nicht nur für Unternehmen. Auch der Staat und unsere Gesellschaft müssen «proaktiv» gestalten, weil wir sonst «angepasst werden». Dabei geht es sowohl um die Überprüfung aller staatlichen Regulierungen als auch um das Klima, die Befindlichkeit in unserer Gesellschaft. Es geht um das Ja zu Innovation und Fortschritt! Innovation war der Erfolgsschlüssel unserer Wirtschaft in der Vergangenheit, und er wird es bleiben müssen.

Die Schweizer Wirtschaft ist zu Innovation verdammt. Wir, das Parlament, müssen prüfen, ob aufgrund unserer Beschüsse der Handlungsspielraum zu Lasten des Innovationsplatzes Schweiz eingeschränkt wird. Die globalen Unternehmen in der Schweiz sind mobil. Sie müssen diese Mobilität und Flexibilität aufweisen, wenn sie im globalen Wettbewerb mithalten wollen. Wenn sie aber zu Hause an Grenzen stossen, müssen sie diese überwinden. Der Wettbewerb nimmt keine Rücksicht. Die KMU haben es hier sehr viel schwerer als Konzerne. Die mit der Globalisierung verbundenen Anforderungen an das nationale wirtschaftliche Umfeld sollten aber nicht nur defensiv angegangen werden. «Proaktiv» sind Bedingungen zu schaffen, die es der Exportindustrie erlauben, mit den Herausforderungen des globalen Wettbewerbs auch morgen fertig zu werden. Es dürfen also nicht nur keine neuen Hürden errichtet werden, sondern es muss aktiv ein positives Umfeld geschaffen werden. Nur dann können wir die zweifellos hohe Rendite einer geglückten Integration in die Weltwirtschaft einfahren – sprich: unser Einkommens- und Wohlstandsniveau halten, damit den finanziellen Spielraum, den Strukturwandel sozialverträglich gestalten und überhaupt den Sozialstaat finanzieren.

Es geht konkret um zwei Dinge: um die Senkung der Kosten am Standort Schweiz und um die Stärkung der Innovationsfähigkeit der Unternehmen in unserem Lande.

Letzteres trifft die Gentechnologie in besonderem Masse. Die «Anti-Gentechnologie-Initiative» würde, wenn sie angenommen würde, für die forschende Industrie wie für die Hochschulen dazu führen, dass sie in die Bedeutungslosigkeit versinken würden.

Columberg Dumeni (C, GR): Bei der jährlichen Standortbestimmung der Aussenwirtschaftspolitik sind jeweils die Ausführungen zu den Schwerpunkten interessant, dieses Jahr beispielsweise zu den Folgen der Globalisierung der Märkte und zu den bilateralen sektoriellen Verhandlungen.

Aufschlussreich ist auch die Bewertung der einzelnen Wirtschaftssektoren, zum Beispiel des Tourismus: ganze 15 Zeilen und eine Grafik. Sie haben richtig verstanden, ganze 15 Zeilen dieses 350 Seiten umfassenden Werkes sind dem Tourismus gewidmet, also einem Wirtschaftszweig, der für unser Land von eminenter volkswirtschaftlicher Bedeutung ist, dem drittgrössten Exportzweig, einem Wirtschaftssektor mit einer Wertschöpfung von 45 Milliarden Franken.

Letztes Jahr habe ich die Vernachlässigung des Tourismus beanstandet und eine eingehendere Behandlung der schwierigen touristischen Probleme gefordert. Herr Bundespräsident Delamuraz hat mir folgendes versprochen: «Nous veillerons à lui donner un peu plus de substance encore dans les éditions prochaines.» (AB 1995 N 811) Meine Intervention hatte Erfolg, nämlich insofern, als der dem Tourismus eingeräumte Platz um die Hälfte reduziert wurde! Letztes Jahr waren es immerhin noch 23 Zeilen, dieses Jahr sind es noch deren 15. Es geht mir selbstverständlich nicht um ein paar Zeilen mehr oder weniger oder um mehr Geld, sondern es geht um eine bessere Beachtung des Tourismus.

Nach dem gestrigen Entscheid dieses Rates darf und will ich nicht klagen – im Gegenteil. Ich danke Ihnen und dem Bundesrat für diesen wichtigen Entscheid zur Verbesserung der Rahmenbedingungen und zur Gleichstellung des Tourismus mit anderen Branchen.

Ich weiss, Herr Bundespräsident Delamuraz wird vermutlich sagen, dass er gedenke, demnächst einen Tourismusbericht zu verabschieden und dem Parlament zuzuleiten. Gut so, aber dennoch hätte man gerne etwas substantiellere Ausführungen zur Reorganisation des Schweizer Tourismus, zu den Auswirkungen des Schweizerfrankens auf den Tourismus usw. vernommen. Ich meine, dass der Tourismus in unserer Aussenwirtschaftspolitik eine grössere Rolle spielen muss. Das Ferienland Schweiz muss stärker präsent sein, stärker in Erscheinung treten.

Ein weiterer Hinweis: Im Augenblick sieht man unser Heil und unsere Rettung in der Globalisierung der Weltmärkte, im erleichterten Marktzugang, im verstärkten Wettbewerb, in der Liberalisierung und Privatisierung. Gewiss, wir müssen diesen Weg beschreiten. Wir haben keine andere Wahl. Ich bitte Sie aber zu beachten, Herr Bundespräsident, dass damit auch Gefahren und Nachteile verbunden sind, insbesondere für die Rand- und Bergregionen, aber auch für einzelne Wirtschaftszweige. Deshalb muss der Bundesrat auch für eine ausgewogene Wirtschaftsentwicklung im Innern, für einen regionalen Ausgleich, sorgen.

Ich bitte Sie, Herr Bundespräsident Delamuraz, diesem bedeutenden staatspolitischen Anliegen die nötige Beachtung zu schenken.

Schmied Walter (V, BE): Le rapport sur la politique économique extérieure revêt une importance toute particulière pour notre pays, cinquième exportateur mondial de services. En effet, il initie le lecteur à un domaine fort complexe, et il a le mérite de refléter parfaitement la situation telle que notre pays la vit avec ses partenaires en matière d'accords économiques et de résultats du commerce. Le groupe UDC remercie le Conseil fédéral de nous soumettre un document cohérent et bien structuré, qui comporte, pour la première fois, une série de tableaux et de graphiques explicites et utiles tels que ceux qui sont insérés aux pages 118 et suivantes du rapport. Ce complément comble ainsi une lacune constatée dans les éditions précédentes, et nous savons gré au Conseil fédéral de tenir compte des vœux exprimés à cette tribune. Permettez-moi maintenant, Monsieur le Président de la Confédération, quelques considérations d'ordre général:

1. Chacun est conscient de l'interdépendance croissante qui régit les liens entre la politique économique extérieure et la politique économique intérieure. En conséquence, nous souhaiterions qu'à l'avenir les deux secteurs cités en marge

soient abordés de façon plus globale. Aujourd'hui, les impératifs de la politique économique intérieure sont en effet si manifestes qu'ils demandent à être plus largement pris en compte lors d'un débat comme celui-ci.

2. Nous savons que 97 pour cent des entreprises suisses emploient moins de 50 personnes et que les trois quarts de la main-d'œuvre du pays travaillent dans des petites et moyennes entreprises, dites PME. L'économie de marché suisse repose donc essentiellement sur la décentralisation des processus de décision en matière économique. Le réseau des PME qui couvre l'ensemble du pays requiert donc un soutien tangible.

C'est dans cette optique que nous posons la question de savoir s'il n'est pas judicieux, lors de l'élaboration d'un tel rapport, d'y joindre une annexe supplémentaire. Le but d'une telle adjonction serait de mettre en exergue les faiblesses particulières, les lacunes, ou, éventuellement, les exagérations de notre législation actuelle en matière de politique économique. Nous pensons ici, à titre d'exemple, au fait qu'un patron d'une petite entreprise passe près de deux jours par semaine à faire face aux tracasseries administratives qui sont souvent imposées par l'Etat.

3. Sur le détail du rapport, et toujours dans la mesure du possible, je suis désireux de connaître un chiffre. Suite à l'achat des 34 unités de F/A-18, quel est à ce jour le montant total des commandes compensatoires consenties par l'industrie des Etats-Unis en faveur de nos propres entreprises du pays?

D'ores et déjà, je vous remercie, Monsieur le Président de la Confédération, pour les réponses exhaustives que vous donnerez à mes questions.

Vollmer Peter (S, BE): Trotz der berechtigten Kritik an der Ritualisierung der Behandlung dieses Berichtes dürften wir feststellen, dass es ein guter Bericht ist, der gut aufgenommen worden ist.

Die Frage stellt sich aber, ob der Bericht bezüglich der Einschätzung der Abhängigkeit der Binnenwirtschaft von der Aussenwirtschaft und der aussenwirtschaftlichen Perspektive nicht doch ein bisschen allzusehr beschönigt ist. Ich weiss, es ist die Intention unseres Bundespräsidenten, volkswirtschaftlich Optimismus zu verströmen und ein psychologisches Klima der Öffnung und des Aufbruchs zu schaffen. Trotz dieser an sich lobenswerten Grundhaltung sollte man unseres Erachtens den Handlungsbedarf vor allem auch in der Binnenwirtschaft nicht unterschätzen. Das Verströmen von Zuversicht ist noch kein Beitrag, um die effektiven ökonomischen und damit verbundenen sozialen Probleme zu lösen. Das möchte ich vor allem auch Herrn Loeb als Referenten der Kommission sagen.

Herr Gysin Remo hat bereits darauf hingewiesen, welche Kluft sich gegenwärtig wieder auftut – sein Beispiel war die Fusion in der Basler Chemie –: zwischen der Finanzwelt, den finanzwirtschaftlichen Aspekten, und der Frage der Sicherung der Arbeitsplätze in unserem Land. Diese Probleme können wir nicht einfach wegwischen, indem wir volkswirtschaftlich Optimismus verströmen und meinen, damit hätten wir eine neue Wirtschaftssituation in unserem Land geschaffen. Diese Haltung der Öffnung und der Zuversicht – nicht des Bundesrates, sondern vor allem auch der Kommissionsreferenten, aber auch von Herrn Mühlemann, der heute morgen für die FDP-Fraktion gesprochen hat – kontrastiert eklatant mit dem Zaudern und Zögern, wenn es um die Integrationspolitik geht. Gerade da müssen wir auch fortschrittlich, zuversichtlich und optimistisch sein.

In der heutigen Diskussion ist mir aufgefallen – das war bereits in der Aussenpolitischen Kommission so –, dass die Optik verschiedener Redner eine rein aussenwirtschaftliche ist. Wir sollten heute wissen, dass Aussenwirtschaft, Aussenpolitik, Umweltpolitik, Demokratieentwicklung und Menschenrechtspolitik eine gesamtheitliche Politik sein müssen, dass wir die Kohärenz zwischen diesen verschiedenen Bereichen unseres Handelns herstellen müssen. Wenn ich den Bericht unter diesem Aspekt lese und analysiere, so muss ich einige kritische Fragen stellen.

Der Bericht ist wohl eine Standortbestimmung zur Stellung der Schweiz in der Weltwirtschaft. Die vielen binnenwirtschaftlichen Vorlagen, die wir hier immer wieder behandeln, sehen wir heute immer unter dem Aspekt: Wie können wir die Rahmenbedingungen für unsere Aussenwirtschaft verbessern? Dieser Bericht würde die Gelegenheit bieten, eine etwas globalere Optik anzustreben. Die Philosophie, die in diesem Bericht steckt, möchte ich verkürzt, vielleicht auch ein bisschen polemisch, so zusammenfassen: Wie erobern wir die Welt? Wie können wir uns auf den Weltmärkten durchsetzen?

Wir wissen, dass die Gesetze der heute gängigen Globalisierung und auch der gleichzeitigen Regionalisierung mit grossen Wirtschaftsbloken die Kluft zwischen den reichen und den armen Staaten vergrössern. Das Kapitel Afrika, das in diesem Bericht ungeschminkt ist, offenbart diese Kluft ganz offensichtlich. Ich meine: Wir müssten mit unserer aussenwirtschaftlichen Philosophie «Wie erobern wir die Welt zugunsten unserer Exportwirtschaft?» auch die Folgen dieser globalen Gesetzmässigkeit mehr bedenken und sie, im Sinne einer kohärenten Politik, als Bestandteil der Aussenwirtschaftspolitik anerkennen.

Wenn ich an das Kapitel der Verschuldungsfrage denke, dann werde ich traurig, oder ich schäme mich. Viele von Ihnen erinnern sich: Wir haben im Jahre 1991 anlässlich der Jubelfeiern in unserem Lande eine Sondersession veranstaltet und haben mit grossem Trari-Trara einen Kredit von 700 Millionen zur Entschuldung der Dritten Welt beschlossen. Seither ist es um diesen Kredit ganz still geworden. Seither wissen wir, dass wir diesen Kredit lange nicht so ausschöpfen konnten, wie wir das ursprünglich vorgesehen hatten; seither hat die Berichterstattung über die Entschuldungspolitik im Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik immer weniger Platz eingenommen. Heute haben wir noch einen Zehnzeiler, der uns etwas über die Entschuldungspolitik sagt. Ich schäme mich: 1991 wollten wir der Bevölkerung darlegen, dass wir einen Akt der Solidarität vollführen.

Noch einige Bemerkungen im Zusammenhang mit dem Vorstoss der Minderheit Frey Walter, vertreten durch Herrn Blocher: Wir finden: Diese Motion ist ein peinliches Ablenkungsmanöver aus einer Ecke, die uns klar in die Sackgasse geführt hat. Es ist doch selbstverständlich, dass wir auch mit der Nafta, mit der Asean, mit den anderen weltwirtschaftlichen Blöcken möglichst gute Abkommen abschliessen, Freihandelsabkommen anstreben müssen. Aber eine Politik des Bilateralismus mit der Nafta kann doch keineswegs ein Ersatz für unsere europäische Integrationspolitik sein! Die Begründung und auch der Geist der Motion der APK-NR (95.091) (Minderheit Frey Walter) gehen aber genau in diese Richtung: Man tut so, als seien die Eroberung dieser Märkte und der Abschluss von bilateralen Abkommen mit neuen, mit grossen anderen Wirtschaftsbloken eine Art Kompensation und ein Ersatz für eine Politik, die wir in unserem Lande in unserem Interesse längst verfolgen müssen, nämlich eine offensivere und dynamische Integrationspolitik in Europa. Gerade gegenüber diesen Blöcken wird es für eine Schweiz im Alleingang sehr viel schwieriger sein, eine aktive und eine gute Freihandelspolitik zu erreichen.

Wir bitten Sie deshalb, auf diese Schmalmeien nicht hereinzufragen und nicht die Öffnung gegenüber diesen anderen Kontinenten als Ersatzstrategie zur europäischen Integrationspolitik zu honorieren, indem Sie dieser Motion zustimmen.

Tschopp Peter (R, GE): Quelques mots au sujet de ce rapport élégant, distingué, bien ficelé, comme l'est son auteur. Nous parlons maintenant depuis au moins dix ans de globalisation. Nous faisons un effort considérable en rejoignant l'Organisation mondiale du commerce, mais maintenant nous sommes un peu choqués et perplexes lorsque cette globalisation déploie ses effets.

Nous nous rendons compte, tout à coup, qu'effectivement l'économie mondiale est devenue une et indivise, qu'il n'y a plus de continents, plus de pays qui peuvent se spécialiser dans des niches, qu'il y a un vent d'épuration de structures, comme on dit scolairement, qu'il y a un réaménagement du

travail et du capital productif à travers le monde qui frappe aussi très durement notre pays.

Trois exemples: qui aurait pensé il y a cinq ans encore que la paysannerie suisse serait amenée, une des premières, à revoir complètement et rapidement ses structures? Qui aurait rêvé que deux entreprises de la chimie bâloise, dont on se flattait toujours qu'elles occupaient l'avant-poste de la spécialisation et de la profitabilité mondiale, seraient contraintes de fusionner et, probablement à terme, de délocaliser gravement? Qui aurait pensé aussi que nous connaîtrions à nouveau, dans notre pays, deux vitesses de développement, avec une Suisse latine très exposée au chômage et à la crise, et avec une Suisse allemande qui, à l'abri de l'Allemagne, est encore un peu épargnée? Mais si l'Allemagne devait connaître la récession que d'aucuns craignent, cette Suisse alémanique sera très rapidement aussi logée à la même enseigne.

La conclusion que je tire et qui a affleuré dans quelques propos, c'est que nous ne pouvons plus nous contenter, comme on l'a fait, d'opérations de pompiers avec des petits plans sociaux d'entreprise à entreprise. Nous devons nouer de nouveaux pactes sociaux. Nous en avons un avec les paiements directs à l'agriculture. Nous en avons décidé un en faveur de l'hôtellerie hier. Peut-être que demain nous devons envisager cette façon de faire pour venir à bout de problèmes tels que le chômage, la délocalisation. Mais nous ne pouvons plus faire ces choses-là à l'intérieur de notre pays. Messieurs Frey Walter et Blocher, je ne crois pas non plus, avec M. Vollmer, qu'on puisse le faire en sautant d'un terrain de négociations – l'Europe, où nous avons de la peine – à pieds joints ailleurs, comme succédané, du côté de l'ALENA et du côté de l'ASEAN.

Le terme de «Freihandelsabkommen», que nous charriions depuis les années soixante, est une belle construction du passé. Ce n'est pas porteur d'avenir puisque nous ne parlons plus du «Freihandel» de biens industriels, mais des quatre libertés, que je n'ai pas besoin de vous rappeler puisque nous les avons définies et redéfinies dans cette enceinte, dans le contexte de l'Espace économique européen.

La difficulté, c'est que nous sommes terriblement isolés. Nous sommes isolés sur le plan européen. Or, c'est l'Europe communautaire, c'est l'Union européenne qui est en train de négocier en bloc avec l'ALENA (NAFTA en anglais). C'est un processus qui a commencé à Madrid, et vous avez bien vu qu'à Bangkok, il y avait le ban et l'arrière-ban des pays qui commercent avec l'Asie du Sud-Est. Nous en sommes, mais nous n'étions même pas sur un strapontin!

Un voeu encore, Monsieur le Président de la Confédération: il paraît au groupe radical-démocratique – nous en avons discuté entre nous – qu'il y a un manque dans le rapport sur la politique économique extérieure: on ne dit pas un mot sur la sphère monétaire et financière. Bien sûr, nous savons que la Banque nationale suisse est fière de son indépendance. Ce que je vous propose, Monsieur le Président de la Confédération, c'est que, dans la prochaine édition, on invite la Banque nationale suisse à produire un corapport qui lui ménage sa dignité distance des bassesses de la politique, mais qui arrondisse cette affaire sur un plan vital pour l'avenir de l'économie suisse.

Ehrler Melchior (C, AG): Die weltweite wirtschaftliche Verflechtung ist heute eine Tatsache; sie ist – und war es im übrigen schon länger – absehbar. Ich erinnere Sie daran, dass Naisbitt in seinem Buch «Megatrends 2000» schon vor vielen Jahren die Globalisierung beschrieben, sich mit den Folgen auseinandergesetzt hat und unter anderem zum Schluss gekommen ist, dass Politiker in dieser ganzen Entwicklung immer weniger wichtig werden.

Nun ist ein solcher Befund natürlich dem Selbstverständnis der Politiker abträglich. Noch viel wichtiger aber ist, so meine ich, dass Naisbitt in dieser Frage irrt. Die Politik ist nämlich in sehr hohem Masse gefordert, wenn es gilt, diese Globalisierung zu gestalten und ihre Folgen zu bewältigen. Um es plastisch zu formulieren: Ich sehe die Gefahr darin, dass wir heute mit dem Bulldozer der Liberalisierung Strukturen zer-

stören und dann morgen den damit angerichteten Schaden mit der staatlichen Sanität wieder beheben möchten. Ich gehe davon aus, dass wir das Ausmass dieser Folgen noch viel zu wenig erkennen. Ich denke hier an Arbeitsplätze, an die wirtschaftliche Entwicklung in Randregionen, an Tourismus, an Landwirtschaft, an Standards in den Bereichen Soziales und Umwelt.

Gestatten Sie mir, aus dieser Sicht einige spezifische Bemerkungen aus dem landwirtschaftlichen Bereich:

1. Wir erleben im Gefolge des Gatt, was die härtere Konkurrenz bedeutet. Die Bauern haben heute sehr viel tiefere Preise für ihre Produkte; es ist vorher gesagt worden. Wir stellen aber fest, dass die Kosten hoch geblieben sind; wir stellen fest, dass die Auflagen strenger werden und das Netz von Vorschriften dichter wird. Die Bauern fragen sich heute: Wo sind denn eigentlich diese berühmten Reformen der anderen Sektoren? Sie haben das Gefühl, dass alle davon sprechen, dass der Gürtel enger geschnallt werden solle, dass aber jeder davon ausgeht, dass damit der Gürtel des anderen gemeint ist. Nebenbei bemerkt, besonders vorsichtig muss man gegenüber jenen sein, die Hosenträger tragen und dauernd davon sprechen, dass der Gürtel enger geschnallt werden müsse.

2. In den vergangenen Jahren haben Umweltsanierungen im Bereich der Landwirtschaft eine höhere Bedeutung erlangt. Es wurde vieles in dieser Richtung getan; nur führt natürlich die ganze Liberalisierung dazu, dass diejenigen, die in diese Richtung gehen wollen, sehr schnell der Boden unter den Füßen «weggenommen» wird. Wenn am Schluss nur noch Direktzahlungen als Instrument des einzelnen Staates bleiben, dann ist Umwelt eben so lange ein Thema, als Geld hierfür vorhanden ist.

3. Ein weiteres Element betrifft die Sensibilitäten der Konsumenten, zum Beispiel das Fleisch, das mit Hormonen produziert wurde. In der Schweiz sind wir der Auffassung, dass wir solches Fleisch nicht wollen. Die Amerikaner sehen das jedoch ganz anders und bringen das ihren Handelspartnern auch in der ihnen eigenen Art zur Kenntnis. Wenn aber diese Handelsaspekte weiterhin einseitig die Diskussion bestimmen, kommen Konsumentenasspekte schlicht zu kurz. Ich hege in dieser Hinsicht um so mehr Befürchtungen, als die Antwort des Bundesrates auf die Interpellation Kühne in dieser Frage überhaupt nicht zur gewünschten Klarheit beitrug.

4. Ein weiterer Punkt liegt mir am Herzen: Wir haben im Zusammenhang mit den letzten Gatt-Verhandlungen immer wieder von der Spezifität der Landwirtschaft gesprochen. Wir haben damit zum Ausdruck gebracht, dass in den einzelnen Ländern eben auch die spezifischen Verhältnisse der Landwirtschaft berücksichtigt werden müssten. Ich stelle heute fest, dass es nicht nur in der Landwirtschaft, sondern überall schweizerische Spezifitäten gibt.

Ich fasse zusammen: Diese Globalisierung ist eine Tatsache, wir müssen uns ihr stellen. Wir brauchen ein günstigeres Kostenumfeld, wir brauchen weniger administrative Hindernisse. Wir alle sprechen dauernd von Innovation. Da darf es doch nicht sein, dass die Politik einen Kleinunternehmer im Schnitt anderthalb Tage in der Woche mit administrativem Kleinkram beschäftigt und ihn damit hindert, innovativ zu sein.

Es gibt viele weitere Punkte, die dringend anzupacken sind, z. B. die Regionalpolitik. Wir müssen diese Globalisierung aber auch nicht einfach als gottgegeben hinnehmen, sondern wir müssen sie gestalten.

Denken Sie an die Abstimmung vom letzten Sonntag. Ein ganz kleiner Liberalisierungsschritt ist gescheitert. Vergessen wir nicht, dass wir all diese Schritte nicht gegen, sondern mit den Betroffenen machen müssen.

Müller Erich (R, ZH): Es wäre schön, wenn es in der schönen Schweiz noch so schön wäre, wie es in diesem schönen Bericht schön beschrieben wird. Die Realität an der täglichen Wirtschaftsfront ist leider anders, sie ist härter.

Die Fakten sprechen für sich: Wir haben einen überbewerteten Schweizerfranken, der mehr als wehtut. Was mir aber noch viel grössere Sorgen bereitet, ist das hohe Kosten-

niveau der Schweiz. Es zwingt die Maschinenindustrie, ihre Produktionstiefe zu reduzieren und im kostengünstigeren Ausland einzukaufen. Wir lagern laufend Arbeitsplätze aus. Dies sehen Sie bei der Maschinenindustrie, wo laufend Arbeitsplätze verlorengehen. Trotz dieser Auslagerung gehen die Arbeitsvorräte in der Maschinenindustrie zurück. Die international vernetzten Grossunternehmen und Konzerne können sich flexibel anpassen.

Viel schlimmer sind die Konsequenzen für die KMU, sei es als Zulieferanten zur Exportindustrie, sei es als Produzenten im Binnenmarkt. Noch bestehen zahlreiche Zulieferverträge zwischen grossen Exportfirmen und den kleinen Zulieferanten in der Schweiz. Deren Vertragsdauer läuft in den nächsten Monaten und Jahren sukzessive aus. Wenn die Zulieferindustrie in der Schweiz ihre Preise aufgrund des tieferen Kostenniveaus nicht senken kann, so laufen wir Gefahr, dass auch diese Zulieferungen ins Ausland «abwandern». Das darf doch nicht sein! Denn das bedeutet wieder Verlust von Arbeitsplätzen.

Sie kennen die geringe Investitionsneigung in der Schweiz; sie spricht für sich. Die Entwicklung der ausländischen Direktinvestitionen in der Schweiz zeigt, dass wir nicht mehr attraktiv sind, weder als Steuerland noch als Standort.

Das dringende Gebot ist der Erhalt der Wettbewerbsfähigkeit. Für die Wettbewerbsfähigkeit ist primär die Wirtschaft selbst verantwortlich. Aber wir Politiker haben die Pflicht, dafür zu sorgen, dass die Rahmenbedingungen, in denen die Wirtschaft tätig ist, besser werden.

Gestatten Sie mir einige Stichworte zu diesen Rahmenbedingungen: Von erster Priorität ist die Sanierung der Bundesfinanzen. Wir alle sprechen davon, wir sind aber nicht über die Formulierung der Ziele hinausgekommen.

Ein anderer Punkt ist die Sozialpolitik: Die finanzielle Konsolidierung unserer Sozialwerke haben wir schon längst angesagt. Den Worten sind bis anhin keine Taten gefolgt.

Zur Staatstätigkeit: Ich stelle in diesem Parlament einen gewissen Drang zur Legiferierung fest. Weniger, dafür zielorientierte Legiferierung wäre sicher mehr; die Wirtschaft würde Ihnen dafür danken. Wir fordern einen raschen, erfolgreichen Abschluss der bilateralen Verhandlungen, und einige von uns möchten vom Bundesrat noch mehr Initiative, aber gleichzeitig drohen sie bereits mit Referenden.

Die Wirtschaft fordert von der Politik, also von uns, dass die Politik, die wir machen, berechenbarer und voraussehbarer wird, damit die Wirtschaft ihre Zukunft auf verlässliche Rahmenbedingungen bauen kann. Dies gilt insbesondere für die zukunftssträchtigen Technologien. Wir müssen jetzt die Telekommunikation teilprivatisieren. Wir müssen sofort eine klare Basis für die Gen- und Biotechnologie schaffen. Es ist dringend, dass wir eine Finanzierungsbasis für die Neat festlegen. In den Unternehmen stehen in diesen drei Gebieten bedeutende Investitionsentscheide an, die nur im Interesse der Schweiz getroffen werden, wenn klare politische Weichenstellungen vorhanden sind. Mit diesen Technologien wird gearbeitet – mit der Schweiz oder ohne sie, mit anderen Worten: mit attraktiven, zukunftsorientierten Arbeitsplätzen in der Schweiz oder im Ausland.

Es wäre ungerecht, wenn ich Ihre Revitalisierungsbemühungen, Herr Bundespräsident, nicht verdanken würde. Sie haben viel bezüglich Kartellgesetz, Binnenmarktgesetz und Beseitigung der technischen Handelshemmnisse getan. Ich hoffe, es gelingt Ihnen, die Rahmenbedingungen in Zukunft noch griffiger zu gestalten.

Bührer Gerold (R, SH): Zu Hause muss beginnen, was leuchten soll in der Welt. In Abwandlung des Ihnen allen bekannten Zitates gilt diese Aufforderung auch für eine erfolgreiche Aussenwirtschaftspolitik unseres Landes.

Wir haben an der Innenfront in den letzten Jahren, vor allem auch dank Ihrer Initiative, Herr Bundespräsident, einiges erreicht. Wir sind uns aber wohl alle einig, dass die Herausforderungen derart gross sind, dass wir binnenwirtschaftlich in Richtung mehr Mut zum Markt und aussenwirtschaftlich in Richtung Beharrungsvermögen bei den bilateralen Verhandlungen weitergehen müssen.

Ich halte nichts vom Zelebrieren pessimistischer Szenarien. Damit verändern wir unser Land nicht im positiven Sinne. Ich halte aber auch gar nichts davon, mangels Mut die Sachen nicht beim Namen zu nennen. Hier kann ich mit meinem Voredner, Kollege Müller, übereinstimmen: Der Bericht ist umfassend und verdient eine sehr gute Qualifikation. Aber wenn ich das Gesamtbild betrachte, das der Bericht wiedergibt, würde ich das meteorologisch mit «bewölkter Horizont» bezeichnen. Die Lage ist aber weit mehr als bewölkt. Wir sind in einer eigentlichen Gewitterlage drin.

Ich bin überzeugt, dass der Strukturwandel, den wir schon einige Zeit erleben, auch in der weiteren Zukunft ein eigentliches Umpflügen des Wirtschaftsackers Schweiz mit sich bringen wird. Dieses Umpflügen hat in der Industrie begonnen. Es hat jetzt bekanntlich auch die chemische und pharmazeutische Industrie sowie die Dienstleistungen erfasst. Machen wir uns nichts vor! Dieses Umpflügen des Ackers wird auch die Mittelbetriebe erfassen, und dieses Umpflügen kann und wird auch nicht vor dem öffentlichen Sektor haltmachen.

Wenn wir diesen enormen Strukturumbruch bewältigen wollen – und wir wollen ihn bewältigen –, dann werden Opfer im Bereich der Beschäftigung anfallen. Wir können das nur kompensieren, indem wir endlich mehr Mut haben, den Horizont öffnen und neue Arbeitsplätze in zukunftssträchtigen Bereichen nicht verhindern, sondern fördern.

Wir sind in einer eigentlichen Wachstumskrise. Wenn ich die Zahlen der letzten fünf Jahre, also seit 1991, ansehe, resultiert ein dramatisches Bild: Es ergibt sich noch ein reales Wachstum von 1 Prozent; die deregulierte amerikanische Volkswirtschaft wies in derselben Periode über 12 Prozent aus und selbst England noch über 6 Prozent!

Wir stehen, wenn wir die Sache ehrlich analysieren, vor einer ökonomischen Herausforderung, die mit der militärischen Herausforderung vor sechzig Jahren vergleichbar ist. Das ist die Realität.

Wir haben klassische Trümpfe in der Hand. Hören wir endlich auf, diese zu verspielen! Ich möchte zwei nennen: die Fiskalpolitik und Steuerbelastung sowie die Stabilitätspolitik. Wir sind stolz – und haben Anlass dazu – auf die steuerliche Attraktivität, welche in der Vergangenheit sehr viel zum Unternehmenszuzug beigetragen hat. Hören wir endlich auf, einen Gegensatz zwischen attraktiven Steuern und den anderen Wirtschafts- und Finanzzielen zu schaffen! Diejenigen Länder, die die Steuern und Sozialabgaben ins Uferlose erhöht haben, haben es mit einem massiven Verlust an Wachstum und Arbeitsplätzen bezahlt; diese Fehler dürfen wir nicht machen.

Zur Währungs- und Geldpolitik: Am Montag musste die Notenbank für alles und jedes Prügel einstecken. Es steht mir nicht an, die enorme Problematik der zwanzigprozentigen Aufwertung des Frankens seit 1990 zu verharmlosen. An der Exportfront sind wir wegen dieser enormen Frankenaufwertung in einem eigentlichen «Kriegszustand». Aber ich finde es falsch, jetzt in einem kurzsichtigen Schwarzpeterspiel eine Öffnung der Schleusen mit längerfristig wahrscheinlich problematischen Folgen für die Geldwertstabilität zu fordern.

Nur wenn wir die wirtschaftlichen Reformen rasch und radikal weiterführen, wird die Schweiz in der Nationalliga A bleiben. Sonst werden wir in die 1. Liga absteigen, und zwar rasch. Nur wenn wir endlich die Wurzelbehandlung aufnehmen, statt aus Bequemlichkeit der Oberflächentherapie das Wort zu reden, werden wir ein Wachstum erreichen und Arbeitsplätze schaffen.

Die Werkzeuge, die es braucht, um wieder Erfolg zu haben, kennen wir. Was wir brauchen, ist der Wille, die Sache anzugehen. Was wir brauchen, ist ein marktwirtschaftlicher Wachstumspakt – ich habe diesen schon vor Jahren gefordert – statt eine weitere Verhinderung und Verketzerung von Wachstum. Und was wir ergänzend brauchen, ist ein sozialer Dialog, um die Anpassungen, um den Strukturwandel, menschenenträglich zu gestalten. Wenn es uns gelingt, diesen Wachstumspakt und den sozialen Dialog in Fahrt zu bringen, dann wird die Flagge Schweiz aussenwirtschaftlich nicht auf Halbmast fallen.

Borel François (S, NE): Dans la presse économique de ce matin, on lit que la Suisse est en récession, sans l'avouer, depuis trois trimestres. Ce que je vais dire va donc être encore plus difficilement accepté que si tout allait bien pour notre économie. Que ça aille bien ou que ça aille mal sur le plan de notre économie intérieure, il y a certains pays avec lesquels il faudrait éviter de commercer ou, en tout cas, éviter de chercher à développer notre commerce. Certes, j'admets tout à fait l'argumentation selon laquelle nous aurions quelque peine à commercer si l'on renonçait à faire du commerce avec tous les pays qui n'ont pas la même conception que nous du droit, la même conception que nous du respect des droits de l'homme, la même conception que nous de la démocratie. Mais il y a certains pays qui ont, de manière évidente, dépassé la limite et avec lesquels il faut véritablement se poser la question du développement du commerce. Je veux parler ici, Monsieur le Président de la Confédération, de l'Iran.

Ma question est suscitée par deux rumeurs:

1. La première provient des chiffres. Notre commerce avec l'Iran, pendant les bonnes années, nous permettait d'exporter pour 400 à 500 millions de francs dans ce pays. Les années 1994 et 1995 étaient de mauvaises années où nos exportations n'ont atteint que 200 millions de francs environ. La rumeur voudrait que certains milieux économiques vous encouragent, ainsi que votre département, à améliorer nos relations diplomatiques et économiques avec ce pays qui offrirait des débouchés intéressants.

2. La deuxième rumeur veut que l'Iran cherche à rééchelonner sa dette, que ses représentants se rendent dans un certain nombre de pays, dont la Suisse, pour obtenir des délais de paiement de sa dette. Je souhaiterais entendre de votre bouche que notre Gouvernement n'a pas l'intention d'être tendre avec ce gouvernement.

Deux raisons majeures, dans ce cas-là, pour être très stricts et oser être durs, même si cela est contraire à certains intérêts économiques:

a. La première raison est une raison bilatérale, dirais-je. Non seulement l'Iran est, on le sait, un soutien du terrorisme international, mais l'Etat iranien est venu assassiner chez nous, non pas un opposant majeur, mais un frère mal protégé d'un opposant majeur bien protégé dans un pays voisin. Si nous nous sommes presque brouillés avec notre voisin, la France, parce que, pour la poursuite de l'enquête concernant ces crimes, nous n'étions pas très satisfaits de la manière dont les Français s'étaient comportés, nous pourrions être au moins aussi durs avec l'Iran que nous l'avons été avec la France.

b. La deuxième raison est multilatérale, si je puis dire. Les attentats, qui sont presque anciens maintenant en France, des extrémistes islamistes et les attentats récents en Israël portent la marque du soutien iranien même si, bien entendu, officiellement, le Gouvernement iranien dément ces observations.

Je crois qu'il serait pour le moins judicieux, si un ministre iranien venait dans votre bureau pour vous demander de rééchelonner la dette, de lui répondre que vous n'entrez pas en matière. Puisqu'il a les moyens de financer les poseurs de bombe en France ou à Jérusalem, il n'a pas besoin d'avoir un rééchelonnement de sa dette auprès de la Suisse. J'espère que ces propos auront un écho favorable auprès du Conseil fédéral.

Blocher Christoph (V, ZH): Dieser Bericht ist eigentlich ein Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik. Er ist jetzt zu einem Bericht umfunktioniert worden, der die schweizerische Industrielandschaft, die Arbeitsplatzerhaltung und die Konkurrenzfähigkeit umschreibt. So spricht man jetzt zwar über die Wirtschaft generell. Das ist interessant, weil dieser Bericht in der Aussenpolitischen Kommission und nicht in der Kommission für Wirtschaft und Abgaben behandelt wird. Ich glaube, dass hier Gegensätze sind, die das Parlament durch Änderung der Zuständigkeiten korrigieren sollte.

Ich bin der Meinung, dass jetzt etwas viel Arbeitsplatzrhetorik betrieben wird, alles sehr abstrakt und nichts Konkretes. Die flammenden Appelle zur Globalisierung, zur Innovation, zur

Initiative, zum Aufbruch usw. nützen gar nichts, wenn man nicht weiss, was konkret dahintersteckt. Das müssen ganz konkrete Dinge sein, die dann auch undankbar sind, weil man sie durchsetzen muss.

Wenn es einem Land wirtschaftlich nicht so gutgeht, dann muss man eigentlich das gleiche machen, wie wenn es einem Unternehmen nicht so gutgeht. Man hat sich zu fragen: Wo sind eigentlich noch spezifische Stärken? Diese Stärken muss man dann nützen. Dieses Land hat doch spezifische Stärken, die wir nützen können. Ich kann nur von der Industrie Seite sprechen. Herr Loeb, Sie sind in einem anderen Bereich tätig und können dann vielleicht von diesem sprechen.

1. Wir haben im Verhältnis zu den vergleichbaren Ländern eine sehr hohe Produktivität. Das ist ein grosser Vorteil. Also muss man Güter produzieren, auch in den Unternehmen, wo diese Produktivität für hohe Güter mit vergleichbaren Ländern – wie Deutschland, Frankreich, England und auch den USA – gleichziehen kann.

2. Wir haben sehr billiges Kapital. Wir müssen zu dieser Produktivität und diesem billigen Kapital Sorge tragen und dies nutzen. Das ist heute von allergrösster Bedeutung, weil es für die Rationalisierung viel Kapital braucht. Das heisst, dass die Schweiz kapitalintensive Güter produzieren muss. Das ist ein so grosser Vorteil. Heute haben wir ja Zinssätze von 2 bis 3 Prozent. Das sind traumhafte Verhältnisse. Es gibt Länder, die wesentlich mehr bezahlen. Ich nehme den anständigsten Zinssatz in Europa: Deutschland; aber der Zinssatz ist dort immer noch 2 Prozent höher. Das bedeutet enorme Kostenvorteile. Wir müssen darum aufpassen, was mit der Währung passiert, sonst haben wir auch hohe Zinssätze.

3. Wir haben ein hohes Qualitätsniveau; deshalb können wir qualitativ hochstehende Güter herstellen. Wir müssen bei der Berufsausbildung aufpassen, dass wir dort das hohe Niveau behalten. Aber auch für die Universität heisst das: Wir wollen Qualität, nicht Quantität. Wenn heute gesagt wird, dass wir viel zu wenig Maturanden haben, dann stimmt das nicht. Wir müssen nicht so viele Maturanden und Hochschulabgänger haben, aber wir brauchen gute. Wir brauchen eine hohe Qualität. Das ist ein grosser Vorteil, den wir vor allem gegenüber den Vereinigten Staaten haben. Etwas übertrieben gesagt: In den Vereinigten Staaten gibt es praktisch nur den Nobelpreisträger und den Hilfsarbeiter. Dazwischen gibt es fast nichts mehr.

Diese drei Dinge müssen wir erhalten. Deshalb sind wir in diesen Bereichen auch konkurrenzfähig.

Es ist heute viel zu wenig von der Verantwortung der Unternehmen gesprochen worden. Ich bitte Sie, den Unternehmen nicht so viele «Alibis» in die Hände zu geben, wenn es schlechtgeht. Das ist heute Mode. Jedes Unternehmen, das ungenügend ist, schiebt die ganze Schuld auf die Rahmenbedingungen. Die Unternehmensführung hat dafür zu sorgen, dass es gutgeht. Wenn jeder die Schuld auf die staatliche Ebene schiebt, dann passiert nichts, dann sind alle für alles verantwortlich, aber niemand mehr für etwas. Ich glaube, dass diese Verantwortung wahrgenommen werden muss, denn bei vielen Firmen, die heute schlecht arbeiten und Sanierungsfälle sind, sind meist Führungsfehler vorhanden. Wenn man das aber nicht zugibt, wird dort auch nichts gemacht.

Wenn ich jetzt die Sanierungsfälle in der schweizerischen Industrie anschau – Namen, die ich in den letzten Monaten und Jahren gesehen habe –, wenn ich Raichle sehe, wenn ich Saurer-Arbon sehe, wenn ich Von Roll sehe usw.: Im Grunde genommen sind die Fehler überall die gleichen:

1. Man hat alles gemacht, aber nicht das, was man hätte machen müssen. Man hat sich nämlich nicht auf ein kleines Gebiet konzentriert.

2. In allen drei Fällen ist die Sache wegen der Globalisierung schiefgegangen. Man hat gemeint, man müsse überall, an allen Orten, etwas tun. Wo man nicht zu Hause ist, verliert man das Geld.

Soviel zu den Betrieben, die ich angeschaut habe. Wir sollten unsere Stärken – Produktivität, Zinsen, Qualität und, wie gesagt worden ist, die niedrige Steuerbelastung – dringend erhalten.

Jetzt muss ich Ihnen sagen, dass die grösste Bedrohung für den Arbeitsplatz Schweiz und für die Zukunft von dem, was wir vorhaben, der Beitritt in die Europäische Union ist. Denn wir würden damit alle diese Stärken mindern. Es wird gesagt: Wir brauchen gleich lange Spiesse. Ein Beitritt der Schweiz in die Europäische Union bringt uns gleich lange Spiesse, indem wir die längeren Spiesse, die wir heute haben, kürzen. Dann haben wir alle gleich kurze Spiesse, aber für den Markt genügt das nicht. Das ist die ganz grosse Problematik auf dem Gebiet der Währung, der Zinsen, der Produktivität und der Steuern. Dazu gibt es auch eine Nivellierung bezüglich des Qualitätsniveaus. Dann hat die Schweiz keine Chance – oder eine geringere Chance. Ich bitte Sie, das zu beachten. Da täusche ich mich nicht: Die Hauptvorteile, die wir in unserem Land heute haben, werden dann betroffen sein. Darum wehre ich mich gegen den EU-Beitritt. Nicht nur aus politischen Gründen, nicht nur wegen der direkten Demokratie und den politischen Freiheiten, sondern auch wegen der Voraussetzungen für einen guten Produktions- und Wirtschaftspatz Schweiz. Wir haben ja den Binnenmarkt in Europa, den freien Markt und die Zugänge zu den Märkten. Diese wenigen administrativen Hindernisse zu überwinden, ist ja lächerlich.

Herr Vollmer kann nicht zwischen Freihandelsverträgen und dem Eintritt in ein Bündnis, das uns institutionell bindet, unterscheiden. Ich habe doch nichts gegen diese Freihandelsverträge, aber ich habe etwas gegen institutionelle Bindungen, welche die Rahmenbedingungen eines Landes und eines Volkes schwächen. Das ist in der Aussenpolitik im Auge zu behalten.

Aber die Stärken, die wir in unserem Lande haben, werden nicht durch Freihandelsverträge, wohl aber durch den EU-Beitritt bedroht. Die Schweiz ist ein Land – auch von der Wirtschaft her –, das sehr weltoffen ist. Ich kenne kein Land, welches so stark mit der Weltwirtschaft verbunden ist – auch kleine und mittlere Unternehmungen. Wir sind dies nicht, weil wir besondere Tugenden hätten, sondern wir waren immer gezwungen, das zu tun. Das sollten wir aufrechterhalten. Aber wir haben immer geschaut, dass wir uns nicht binden. Ich bin der Meinung, dass die Aussenwirtschaft für unsere Wirtschaft ein wichtiger Teil ist. Dies darf aber nicht dazu führen, dass wir gleichzeitig unsere Stärken mindern, sondern es muss dazu dienen, dass wir freie Zugänge haben, dass wir unsere Waren verkaufen können, aber dass keine neuen administrativen und finanziellen Hindernisse aufgebaut werden.

Es ist hier gesagt worden, wir hätten einen zu starken Schweizerfranken. Man weiss ja nicht, wann eine Währung überhört ist; das ist ja auch eine Ware, das ist auch ein Preis. Dieser starke Schweizerfranken berührt mich auch sehr, weil ich im Export tätig bin und auch darunter leide. Aber wir müssen aufpassen, dass wir nicht immer folgendes machen: Wenn der Schweizerfranken tief und die Inflation hoch ist, dann rufen alle: «Jetzt müssen wir dringend einen anderen Schweizerfranken haben.» Dann trifft man entsprechende Massnahmen, dann geht die Inflation runter, der Schweizerfranken ist hoch, und es gibt eine Rezession. Wir haben immer eine zweijährige Verspätung in diesen Dingen. Es besteht einfach ein Rückkoppelungseffekt.

So geht es auch mit den anderen Schlagwörtern: In den achtziger Jahren habe ich in diesem Saal das Hohelied der Diversifikation gehört wie heute das der Globalisierung.

Ein Teil der Probleme ist auf die Diversifikation zurückzuführen. Was jetzt in Basel passiert, ist im Grunde genommen nicht die Bildung eines Megaunternehmens. Das ist auch gar keine Konzentration, sondern eigentlich das Gegenteil. Das gibt nämlich einen Haufen neuer Unternehmen, weil man alles wegtut, was man nicht mehr machen sollte. Früher hat man das Gegenteil getan, weil Diversifikation das grosse Leitwort war, und alle haben mitgemacht. Heute ist es die Globalisierung. Da müssen alle mitmachen. Doch die Gefahren sind immens.

Ich bitte Sie, die Gefahren dieser Schlagwörter zu beachten. Wenn die Schlagwörter «in die Industrie» kommen, machen alle das, und in der Regel sieht man dann die Gefahren nicht.

Heute sehe ich grosse Gefahren, dass die einzelnen Unternehmen unter dem Stichwort «Globalisierung» Fehler machen. Das gilt auch für die PTT, wo ich ganz grosse Bedenken habe, besonders seit man sich mit 1,4 Milliarden Franken überall im Ausland beteiligt. Es ist nicht jedermanns Aufgabe, zu globalisieren, sondern es ist Aufgabe der PTT, gute Dienstleistungen im Land anzubieten; unsere Aufgabe ist es, Gewinn zu erwirtschaften.

Philippona Jean-Nicolas (R, FR): L'excellent rapport sur la politique économique extérieure met l'accent sur la nécessité de garantir un accès au marché, aussi libre que possible, pour l'ensemble des produits industriels ainsi que, dans des limites plus étroites, aux produits agricoles. C'est plus particulièrement sur ce point-là que j'aimerais faire quelques réflexions.

Nos exportations dans le secteur agricole se concentrent essentiellement sur le secteur laitier, plus particulièrement sur le secteur fromager. Pour réussir à maintenir, voire à développer nos exportations, parallèlement au désengagement de la Confédération dans la mise en valeur des produits agricoles, je vois deux points essentiels à mettre en place:

1. Le premier concerne l'obligation de répondre à l'évolution sur les marchés, c'est-à-dire miser sur la régionalisation et la personnalisation des produits, avec les appellations d'origine contrôlées, les indications géographiques de provenance, les labels, etc. Nous déciderons la semaine prochaine, dans cette salle, des bases légales nécessaires.

Mais la presse vient de nous apprendre que l'emmental n'est pas digne d'une appellation d'origine aux yeux de l'Union européenne. Nous pouvons regretter cette décision, mais il est d'autant plus important, aujourd'hui, de réussir la reconnaissance d'autres appellations d'origine contrôlées. Je pense, bien sûr, au gruyère, au vacherin fribourgeois, au mont-d'or, ainsi qu'à l'appenzell, au tilsit, au sbrinz, etc. Vous devez comprendre qu'il est vital, pour une large partie de l'agriculture, de réussir cette reconnaissance, et j'attends des assurances sur ce point précis de la part du chef du Département fédéral de l'économie publique.

2. Le deuxième point concerne nos normes législatives et techniques, qui renchérissent nos produits et affaiblissent nos capacités concurrentielles sur le plan international. Jusqu'à aujourd'hui, nous avons systématiquement soumis nos exploitations à un tel régime. Nous devons dorénavant renverser cette mauvaise habitude et, tout aussi systématiquement, harmoniser nos lois, ordonnances et normes avec celles des pays européens qui nous entourent. C'est seulement à partir de là qu'il sera permis d'imaginer d'améliorer notre compétitivité, en produisant plus, et plus spécialisé.

Des pays comme la Hollande et le Danemark, par exemple, sont des pays qui évoluent dans un environnement qui peut être qualifié de cher. Et pourtant, les exploitations restent à bas familiales, de taille moyenne, très compétitives, car très tournées vers l'exportation. Ce qui démontre que l'agriculture – et ses branches liées en amont et en aval – peut aussi être une branche dynamique en expansion, offrant par là de nouvelles places de travail. Il n'y a pas de raison économique majeure qui condamne l'agriculture à se battre toujours le dos au mur. La grande évolution en cours doit permettre une offensive, tant à l'intérieur du marché suisse que vers les marchés extérieurs.

Steiner Rudolf (R, SO): Die FDP-Fraktion hat Verständnis dafür, dass mit Rücksicht auf den Umfang des Berichtes eine gewisse Beschränkung der Themen vorgenommen werden muss. Aber wir sind der Meinung, dass neben den globalen und kontinentalen Beziehungen auch räumlich naheliegende Beziehungen eine Erwähnung verdienen. Wir denken an die Interreg-Programme, also an die grenzüberschreitende Zusammenarbeit. Diese Zusammenarbeit bietet der Schweiz nämlich die Gelegenheit zur projektweisen Zusammenarbeit im zusammenwachsenden Europa, denn immerhin haben 15 unserer 26 Kantone eine gemeinsame Grenze mit der EU. Die Interreg-Programme verfolgen bekanntlich das Ziel, die Wirtschaft an den Binnen- und Aussengrenzen zur EU zu be-

leben und zu diesem Zwecke eine intensivere Zusammenarbeit zwischen den Regionen auf beiden Seiten der Grenzen zu fördern. Die Interreg-Programme beinhalten auch für unsere Grenzregionen interessante und wirtschaftlich bedeutende Bereiche: Wirtschaft, Landwirtschaft, Tourismus, Verkehr, Kommunikation, Energie, Umweltschutz, Bildung, Kultur, Gesundheit, Sprache, Raumplanung. Die Mittel, die hierfür zur Verfügung stehen, sind erheblich. Bei Interreg I waren es für die Jahre 1989 bis 1994 rund 20 Millionen Schweizerfranken. Bei Interreg II sind es für die Jahre 1995 bis 1999 rund 3,7 Milliarden Schweizerfranken. Interreg I löste 31 regionale Programme mit zahlreichen Einzelprojekten aus, und an fünf dieser Programme waren Schweizer Kantone beteiligt.

Für 1995 bis 1999, wo die EU 3,7 Milliarden Schweizerfranken zur Verfügung stellt, hat unser Parlament seinerzeit beschlossen, die Kantone mit 24 Millionen Franken zu unterstützen. Zurzeit laufen verschiedene Programme, für die bis jetzt Bundeshilfe von rund 1,8 Millionen beantragt wurde. Ich erwähne als Beispiel das Programm Franche-Comté/Schweiz. Daran sind die Kantone Jura, Waadt, Neuenburg und Bern mit den angrenzenden französischen Regionen beteiligt. Es werden zwei Hauptziele verfolgt, nämlich der bestehende Isolation des transjurassischen Raumes im europäischen Umfeld zu begegnen und die französisch-schweizerische Grenze durchlässiger zu machen.

Ich erinnere an das Programm Rhône-Alpes/Schweiz, mit den Kantonen Genf, Waadt und Wallis und den angrenzenden Departementen Ain und Haute-Savoie, das bezweckt, die Einheit der Region zu fördern und die Zusammenarbeit und Entwicklung der verschiedenen Wirtschaftssektoren zu unterstützen.

Ein ganz wesentliches, fortgeschrittenes Programm: Oberrhein Mitte/Süd, das eine regionale, grenzüberschreitende Identität am Oberrhein schaffen soll, mit den Schweizer Partnern Basel-Stadt, Baselland, mit Bezirken aus dem Aargau, den Bezirken Dorneck und Thierstein aus meinem Kanton Solothurn und Bezirken aus dem Kanton Jura.

Ebenfalls fortgeschritten ist das Programm Alpenrhein-Bodensee-Hochrhein, mit den Zielen der Intensivierung im Wirtschaftsbereich, des Ausbaus des Fremdenverkehrs, der Verbesserung der Verkehrssituation und der Intensivierung im Bildungsbereich, mit den Schweizer Kantonen Schaffhausen, Thurgau, St. Gallen und den beiden Appenzell.

Schliesslich sei noch an das Unterprogramm Lombardei erinnert, mit den befangenen Kantonen Tessin und Graubünden. Dort geht es darum, zusammen mit der Lombardei, Varese, Como, Sondrio, die lokale Industrie, den Tourismus und das Gewerbe zu fördern sowie die Verbesserung des Transportnetzes für Personen und Waren anzukurbeln.

Wir müssen feststellen: Das ist aktive Aussenwirtschaftspolitik; das ist Aussenwirtschaftspolitik, die es zu unterstützen gilt. Wir müssen die Möglichkeiten, die finanziellen Mittel ausschöpfen. Wir sind der Meinung, dass es diese Interreg-Programme künftig verdienen, im jährlichen Bericht über die Aussenwirtschaftspolitik erwähnt zu werden und in der Berichterstattung Berücksichtigung zu finden.

Jutzet Erwin (S, FR): Gerade ein Krimi ist dieser Bericht schon nicht, aber er ist doch recht aufschlussreich. Interessant ist vor allem auch, was nicht drinsteht. Als Neuling fällt mir auf, dass es einen Bericht gibt über die Aussenwirtschaftspolitik, also einen Aspekt unserer Aussenbeziehungen, und nicht einen umfassenden Bericht über die Aussenpolitik der Schweiz. Es ist bezeichnend, dass Herr Blocher gerade vorhin von der Kommission für Wirtschaft und Abgaben, der Aussenwirtschaftskommission, sprach und nicht von der Aussenpolitischen Kommission. Das zeigt, worauf der Akzent gesetzt wird. Die Aussenbeziehungen sind interessant, wenn es um die Wirtschaft geht, ums Geldverdienen. Das ist gut und recht, aber mir fehlt die umfassende Sicht, die Berücksichtigung der Kultur, des Sozialen und der Umweltpolitik.

In diesem Sinne ist es erstaunlich, dass das Bawo dem Volkswirtschaftsdepartement und nicht dem Departement für äus-

sere Angelegenheiten untersteht. Eine Änderung wäre zu prüfen, jedenfalls eine ständige gegenseitige Information und Koordination. Ich denke an die Verknüpfung der Wirtschaftspolitik und -hilfe mit den Fragen der Menschenrechte, der Umweltpolitik und der Einhaltung eines minimalen Sozialstandards.

Bei der Lektüre des Berichtes fällt auf, dass die wirtschaftlichen Entwicklungen rein positivistisch gleichsam als gottgegeben beschrieben werden, so, als ob es sich um Naturereignisse handelte. Die Politik wird auf die Beseitigung von Wirtschaftshindernissen reduziert, das Primat der Wirtschaft über die Politik weiter zementiert.

Was steht nicht oder zu wenig ausführlich in diesem Bericht? Es ist viel die Rede von Exporten. Mir fehlt eine Analyse über die Exporte, die wegen des zu hohen Schweizerfrankens und der damit zusammenhängenden Geldpolitik unserer Nationalbank nicht getätigt werden konnten. Mir fehlt eine Analyse über den Export von Arbeitsplätzen nach Europa und in die sogenannten Schwellenländer aufgrund der Ablehnung des EWR.

Zu den Schwellenländern: Ich habe nirgends Angaben über die Ausgaben für die Entwicklungszusammenarbeit dieser vielgerühmten Wunderländer wie Südkorea, Taiwan oder Singapur finden können. Es wäre interessant, zu wissen, ob sich diese an die diesbezüglichen OECD-Empfehlungen halten. Sollte der Bundesrat nicht im Rahmen der OECD Druck auf diese Länder ausüben, damit sie sich ihrer Verpflichtungen bewusst werden und diesen nachkommen?

A propos OECD-Empfehlungen: Ich beziehe mich auf die Ministerkonferenz vom Mai 1995 in Paris, wo sich die Mitgliedstaaten verpflichteten – ich zitiere sinngemäss –, die Integration der Entwicklungsländer in das Wirtschaftssystem zu unterstützen und die Banken und sonstigen Finanzinstitute angemessen zu beaufsichtigen sowie die Transparenz der Finanzmärkte zu fördern.

Wie gedenkt der Bundesrat, diesen Verpflichtungen nachzukommen, insbesondere in bezug auf den Transfer von Geldern von Entwicklungsländern auf Schweizer Geldinstitute? Was den Handel mit den Entwicklungsländern betrifft, bedaure ich, dass diesem zu wenig Raum gegeben wird. Ich vermisse vor allem Afrika, das trotz erheblicher Verbesserung in Richtung Demokratie immer mehr vernachlässigt wird. Ich denke an Staaten wie Eritrea, Moçambique und Angola, die nach Bürgerkriegen vor einem Scherbenhaufen stehen, aber auch an Rwanda, das ein Schwerpunktland der Schweizer Entwicklungszusammenarbeit war, und dessen Nachbarstaaten wie Tansania, welche mit dem Flüchtlingsproblem fertig werden müssen.

Die Öffnung nach Osten ist gut und notwendig. Ich bitte den Bundesrat aber, dabei die übrige Entwicklungszusammenarbeit, vor allem in Afrika, nicht zu vergessen. Die Öffnung und Einbindung der osteuropäischen Länder und die entsprechenden Investitionen der Schweiz sind zu begrüßen. Ich frage aber, ob der Bundesrat auch die Kontrolle über die Investitionen Russlands in die Schweiz hat. Ich meine damit die bedeutenden Geldflüsse der sogenannten russischen Neureichen in die Schweiz.

Schliesslich vermisse ich die europapolitische Perspektive in diesem Bericht. Ich wünsche mir, dass auf die aktuellen Schwierigkeiten in den bilateralen sektoriellen Verhandlungen konkret eingegangen wird und der Bundesrat die Auswirkungen unserer Insel – um nicht zu sagen: unserer Verweigerungspolitik – analysiert dem Schweizervolk vor Augen führt.

Maitre Jean-Philippe (C, GE): Le rapport sur la politique économique extérieure met en évidence, et à mes yeux avec beaucoup de pertinence, le nouveau contexte économique mondial auquel notre pays est confronté. Ce contexte peut se résumer en deux mots: globalisation et interdépendance. Et pour être plus précis, on doit dire: globalisation, donc interdépendance. Il s'agit d'une tendance dont tous les observateurs s'accordent à dire qu'elle se poursuivra.

Ce contexte engendre de nouvelles formes de coopérations économiques. Les plus significatives d'entre elles sont les

coopérations régionales. L'Union européenne, qui est évidemment plus qu'une coopération économique régionale, mais aussi l'ALENA, l'ASEAN, pour prendre quelques exemples. Ces blocs régionaux ne forment pas seulement des zones économiques plus ou moins intégrées, ils deviennent aussi des acteurs de coopérations transrégionales ou transcontinentales.

Globalisation, interdépendance, on l'a dit, ce sont deux mots qui résument le tout. Mais pour notre pays, il faut en ajouter un troisième: de toute évidence, c'est l'isolement. L'Union européenne, nous n'en faisons pas partie, en tout cas pas jusqu'aux dernières nouvelles Nous avons été exclus du dernier sommet Europe-Asie. On n'a même pas voulu nous admettre sur le strapontin de l'observateur, alors qu'il est établi que la Suisse est un investisseur de premier plan en Asie. Alors je le dis tout simplement: c'est un camouflet, sur lequel ceux qui parlent toujours de souveraineté, de dignité et d'indépendance devraient réfléchir. On devrait en tirer quelques conclusions et admettre une fois pour toutes qu'une intégration plus poussée dans l'Europe est le seul antidote crédible à notre isolement.

Dans ce contexte, le rapport souligne aussi la nécessité de mettre en oeuvre des mesures qui visent à renforcer le propre attrait de notre pays pour des investissements créateurs d'emplois. Nous devons, à cet égard, nous doter impérativement d'armes nouvelles. La Confédération a développé un arsenal que je qualifierais de défensif, parfois à forte dominante conjoncturelle.

Qu'on se comprenne bien: je ne vais pas ici récuser ou jeter aux orties les arrêtés Bonny ou post-Bonny, la LIM, qui sont, par exemple, des instruments économiques valables au titre de la solidarité confédérale, qui justifient une politique qui permet une occupation décentralisée de notre territoire. Mais il faut impérativement aller plus loin: il faut soutenir les efforts de certaines régions du pays qui ne sont pas couvertes par les arrêtés Bonny, qui ne sont pas couvertes par la LIM. Il faut, en d'autres termes, leur permettre de bénéficier d'un accompagnement à leur propre promotion économique.

En particulier, vous avez un certain nombre de cantons qui, de manière très engagée, à mes yeux très responsable, prennent des mesures d'accompagnement fiscal qui sont des mesures nécessaires pour faciliter le démarrage de nouvelles entreprises génératrices d'emplois. La Confédération, au titre de l'impôt fédéral direct, devrait impérativement suivre les initiatives de ces cantons. Il n'est pas admissible que les initiatives de promotion économique d'un certain nombre de cantons, qui comprennent dans leur «paquet promotionnel» – passez-moi l'expression –, des mesures d'accompagnement fiscal, se heurtent à un mur, celui de la Confédération, au titre de l'impôt fédéral direct. Il faut véritablement que l'on développe, Confédération, cantons, comme véritables partenaires, une promotion économique beaucoup plus offensive.

La réussite économique de la Suisse passe certainement, dans ce contexte-là, par une nouvelle mentalité. Elle doit être plus conquérante, plus ouverte et moins frileuse.

Deiss Joseph (C, FR), rapporteur: Voilà une belle gerbe de bonnes recettes à l'intention du Gouvernement. Je n'en rajouterai pas et me bornerai à relever deux arguments qui m'ont paru importants dans le débat, et à vous donner le point de vue de la commission concernant la motion de la CPE-CN (minorité Frey Walter), défendue par M. Blocher.

1. Tout d'abord, divers orateurs ont reproché à ce rapport d'être trop optimiste. Je n'ai pas vu cette tendance ou cette façon de présenter les choses comme étant de l'optimisme aveugle. J'ai plutôt vu, dans la façon d'aborder ces questions d'ouverture, comme une déclaration de volonté décidée d'agir; et pour agir, il faut effectivement faire preuve d'optimisme.

2. On a mis en cause la globalisation. Certains croient que c'est l'élément principal qui transparaît actuellement dans le débat. Je crois que la question essentielle, ce n'est pas la globalisation, c'est que, partout, les structures, qu'elles soient techniques ou institutionnelles, évoluent.

Une structure évolue toujours lentement, c'est-à-dire qu'on ne voit pas l'évolution, mais elle est inéluctable. Lorsque M. Blocher a peur que nous ayons pour finir ces «gleich lange Spiesse» ou bien des «gleich kurze Spiesse» par une ouverture et une intégration plus poussées à l'Europe, je crois qu'il se trompe dans l'explication: ce n'est pas l'ouverture qui «raccourcit nos lances», Monsieur Blocher, c'est beaucoup plus notre marginalisation qui va nous pénaliser. Pour ce qui est de la motion susmentionnée, il faut dire que la majorité de la commission s'est prononcée négativement, d'abord parce qu'elle estimait que c'était enfoncer des portes ouvertes. A la page 27 de la version française de ce rapport, le Conseil fédéral dit d'ailleurs clairement en substance qu'il est possible de conclure des accords préférentiels avec l'un ou l'autre des groupements que sont l'ALENA, le Mercosur ou l'ASEAN. Mais la commission a aussi probablement jugé que M. Frey Walter ou M. Blocher ne copiaient pas dans le rapport du Gouvernement tout simplement et sans autre raison. Probablement que certains y voient là une arrière-pensée dans la mesure où, après le leurre des négociations bilatérales, on nous sert l'appât de traités de libre-échange avec les Etats-Unis.

Au fond, sans que nous ayons pu en discuter en commission, je ne crois pas trahir sa pensée si je déclare, à titre personnel du moins, que la commission peut se déclarer d'accord avec la transmission sous forme de postulat, comme le souhaite le Gouvernement, mais je pense aussi que la commission est d'accord avec ce postulat sans se laisser piquer au jeu, c'est-à-dire sans tomber dans le panneau du leurre par rapport à la grave question de l'intégration européenne.

Loeb François (R, BE), Berichterstatter: Es war eine gute Debatte, eine umfassende Debatte. Es war sicher gut, dass Sie, Herr Bundespräsident, gehört haben, wie der Nationalrat denkt.

Betreffend die Motion der APK-NR (95.091) (Minderheit Frey Walter) kann ich nur sagen, dass da offene Türen eingeangnt werden. Im Bericht, auf Seite 25, steht: «Erstellung privilegierter Wirtschafts- und Handelsbeziehungen mit den Mitgliedern der Nafta, des Mercosur und der Asean. Denkbar wären insbesondere Präferenzabkommen mit einzelnen dieser Gruppierungen bzw. mit deren Mitgliedsländern.» Ich mache es manchmal auch so, dass ich einen Artikel wieder in den Vordergrund stelle, um ihn neuer zu machen. Mit der Motion werden offene Türen eingeangnt, Herr Blocher, denn im Prinzip geht der Bundesrat genau in die Richtung, die Sie verlangen.

Ich persönlich kann mich mit einem Postulat einverstanden erklären. Wir haben in der Kommission nicht darüber gesprochen. Der Bundesrat ist bereit dazu, aber es sind hier «offene» Türen. Mich stört, dass man dieses Vorgehen jetzt als grosse Neuheit darstellt.

Die ganze Diskussion, die wir hatten, zielte insbesondere darauf hin, dass unsere Rahmenbedingungen verbessert werden sollten, die Rahmenbedingungen insbesondere für KMU. Ich bin allen dankbar, die das gesagt haben.

Eines ist meines Erachtens zu kurz gekommen, Herr Bundespräsident: Wir sollten auch noch dafür sorgen, dass wir bessere Rahmenbedingungen schaffen, damit Neuunternehmungen entstehen und Neuunternehmer tätig werden können. Ich denke zum Beispiel an die Fusion in Basel. Wenn Ciba-Geigy und Sandoz gemeinsam ein Gründerzentrum ins Leben rufen und 500 der vom Abbau Betroffenen ein eigenes Unternehmen gründen würden und jeder 5 neue Arbeitsplätze schaffen würde, dann hätten wir wieder 2500 neue Arbeitsplätze.

Es wurde richtigerweise auch betont, dass die Bildung, vor allem die Berufsbildung, einer der wichtigsten Punkte für unsere Zukunft ist.

Dann wurde immer wieder auf die Regionalpolitik und auf die regionale Zusammenarbeit – auch die grenzüberschreitende – hingewiesen. Bei der Regionalpolitik scheint mir vor allem ein Punkt wichtig zu sein: Die Telekommunikation wird uns grosse Chancen bieten, gleich lange Spiesse zu haben, auch in den Regionen.

Was den Tourismus anbelangt, Herr Bundespräsident, wäre ich dankbar, wenn die Idee von Herrn Columberg aufgenommen würde, die Botschaften und die Konsulate noch vermehrt für den Tourismus und für die Propagierung des Tourismus einsetzen zu können.

Herr Vollmer, Sie haben gesagt, im Bericht komme zum Ausdruck, dass wir für die Exportwirtschaft die Welt erobern wollen. Das stimmt einfach nicht. Wir wollen die Welt erobern, damit wir Arbeitsplätze schaffen und erhalten können. Das ist im Interesse von uns allen, über alle Parteigrenzen hinweg. Für die SVP hat Herr Blocher die Trümpfe, die wir haben, genannt. Mit diesen Trümpfen bin ich einverstanden. Sie, Herr Blocher, haben dann aber gesagt, dass wir vor allem freie Zugänge zu den Märkten, keine administrativen Hindernisse, brauchen. Gehen Sie etwas in die Wirtschaft hinaus, und Sie werden hören, dass gerade solche administrativen Hindernisse, Probleme beim Zoll usw., bestehen, die dort Schwierigkeiten bieten.

Ein letzter Punkt, Herr Blocher: Sie haben gesagt, dass die Aufgabe der Unternehmer darin bestehe, Gewinn zu erwirtschaften, aber Sie haben dort aufgehört. Wir müssen weiter sprechen. Gewinn erwirtschaften ja, aber Gewinn erwirtschaften, um wieder investieren zu können, um Arbeitsplätze erhalten und schaffen zu können – vor allem im Rahmen der volkswirtschaftlichen Gesamtverantwortung. Diese Verantwortung hat jede Unternehmerin oder jeder Unternehmer, und sie muss von ihnen auch wahrgenommen werden. Ich bin überzeugt, dass Sie sie in Ihrem Innern auch wahrnehmen.

Delamuraz Jean-Pascal, président de la Confédération: Après ce long débat, j'ai une réponse relativement brève à vous apporter. Je la scinderai en quatre parties:

1. Je veux parler rapidement des propositions de modifications futures du rapport et du contenu du rapport de politique économique extérieure. J'ai enregistré les vœux, parfois contradictoires, qui ont été exprimés à la tribune sur ce point tout à l'heure. Je peux répondre à M. Columberg tout d'abord que ce rapport est évidemment de nature plutôt macroéconomique et n'entend pas passer en revue systématiquement chacun des secteurs de notre économie. Pas plus que vous n'avez un long chapitre consacré au tourisme, vous n'avez par exemple de longs chapitres consacrés à l'industrie des machines ou textile. Nous avons mentionné néanmoins le tourisme «a parte» dans la mesure où il s'agit d'abord d'un secteur particulier par sa structure, ensuite où il s'agit d'un secteur qui est économiquement atteint dans notre pays. Sachez, Monsieur Columberg, qu'en tout état de cause l'importance que ce secteur représente n'a rien à voir avec la longueur du passage que le rapport lui consacre. Sachez encore que le rapport sur le tourisme que le Conseil fédéral prépare pour l'été sera, lui, exhaustif en ce qui concerne cette matière. Le Parlement aura à en connaître.

M. Schmied Walter souhaiterait qu'on fasse un état de la progression de l'apurement administratif de notre réglementation qui est tatillonne, compliquée, lourde pour les PME et, d'une manière générale, pour tous les citoyens. Je veillerai à situer, sinon en annexe, du moins en réflexion, la poursuite – et elle est nécessaire dans ce secteur – de la politique de «revitalisation» qui doit aussi passer par une déréglementation et un assouplissement des règles perfectionnistes que nous nous sommes données en Suisse.

M. Tschopp appelle de ses vœux un chapitre sur la politique financière et sur la politique monétaire. Cela ne correspond pas stricto sensu à la définition légale de ce rapport, mais comme il y a naturellement une relation profonde entre ce domaine et la situation économique générale, je suis prêt à examiner, notamment dans les travaux d'approche avec le Département fédéral des finances, la possibilité d'étoffer le rapport 1997 dans ce sens.

Enfin, M. Vollmer pense que l'on devrait parler davantage des problèmes de désendettement dans ce rapport. Je peux lui dire que nous en avons souvent parlé. Nous sommes prêts à accorder, non pas chaque année mais une fois, une part plus importante à cette question, lorsque nous ferons le

point et l'état de la question. Sachez, Monsieur Vollmer, que ce n'est pas dans ce rapport que vous trouverez la réponse à vos questions, mais davantage dans le futur message que nous préparons à l'appui d'une demande de 5e crédit-cadre au Parlement. Là, nous ferons l'état complet des lieux.

2. Je vais répondre à la motion de la minorité de la commission que M. Blocher a défendue. Je vais droit au but en vous disant que le Conseil fédéral accepte de transformer la motion en postulat. S'il n'estime pas opportun de retenir en tant que telle cette motion, c'est d'abord parce que l'ouverture d'une négociation est du domaine, j'allais dire régalien, du Gouvernement, et que lui seul peut décider de l'opportunité et des conditions les meilleures pour engager une telle négociation. La forme de la motion, qui l'obligerait à donner une suite, et à donner une suite sans délai, à la proposition faite, manque de souplesse et ne permet pas de dégager tous les paramètres nécessaires à la réunion des meilleures conditions possible, non pas pour ouvrir une négociation, ce qui est toujours possible, mais pour la faire aboutir favorablement. Nous devons examiner encore plus attentivement, s'agissant du cas des Etats-Unis, le rapport coût/bénéfice d'un tel exercice de libre-échange. Compte tenu, Monsieur Blocher, de la moyenne tarifaire relativement basse dont l'industrie suisse dispose aux Etats-Unis, l'opération, pour intéressante qu'elle soit naturellement, est peut-être moins intéressante qu'on ne l'imagine. Nous devons ensuite prendre en compte les risques quasi certains d'une considération des données agricoles de l'économie américaine. Là, il y a gros à parier que nous irions au-delà des exigences que nous avons acceptées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce en matière agricole. Surtout, Monsieur Blocher, nous devrions prendre en compte tous les autres accords qui nous lient à d'innombrables pays ou groupements, pour que nous puissions faire jouer la clause de la nation la plus favorisée, à laquelle nous nous sommes engagés, dès lors qu'avec les Etats-Unis de nouvelles conditions présideraient à nos échanges commerciaux, une fois cet accord de libre-échange abouti.

Ces différentes raisons montrent que nous ne sommes pas encore tout à fait prêts à engager, comme le demande expressis verbis la motion, des pourparlers et des négociations. C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de transformer la motion en postulat, forme plutôt douce. Mais il est clair que, d'une manière générale, nous sommes suffisamment ouverts pour comprendre, et ce rapport vous le prouve, que si nos intérêts économiques sont essentiellement quantitativement situés en Europe, nous serions suicidaires si nous négligions la part importante de tous nos marchés extraeuropéens, le marché américain en particulier, aussi bien le nord-américain que le sud-américain.

Je dis à M. Blocher que pour négocier il faut être deux, que jusqu'à maintenant, à part quelques avis plutôt isolés du côté américain, il n'y a pas eu de démarche, ni même d'approche, de la part du Gouvernement américain ou de l'administration américaine à notre endroit pour aller dans le sens d'un tel accord. Cela doit nous permettre, grâce à la forme du postulat, d'attendre encore et de voir comment se présentent les affaires.

En tout état de cause, et je réponds ici à M. Moser, il est évident qu'un tel accord de libre-échange, que nous passerions avec les Etats-Unis, comme nous en avons passés avec de nombreux pays d'Europe centrale et orientale ces toutes dernières années, et ces tout derniers mois encore, ne constitue en aucun cas une alternative à notre destin européen et à notre volonté d'intensifier considérablement notre relation avec l'Union européenne en particulier. Nous devons envisager là davantage une démarche complémentaire à la démarche européenne, mais en aucun cas un choix alternatif.

C'est là que j'aborde une question qui a été traitée à plusieurs reprises dans ce débat, qui est de savoir, à propos d'une telle perspective, ce que devient notre volonté d'intégration européenne. En d'autres termes, que signifie la situation actuellement insatisfaisante des relations commerciales et économiques de la Suisse avec l'Union européenne pour les marchés extraeuropéens?

Sur ce point, je dois confirmer ce que je vous ai dit il y a déjà six mois, à savoir que nous commençons à percevoir, en Amérique et en Asie entre autres, que la situation marginale de la Suisse en Europe commence à être un inconvénient. Honnêtement, jusqu'à l'année dernière, les inconvénients de notre situation ne se faisaient guère sentir qu'au plan européen. C'est là, et là seulement, que nous avions à souffrir de discrimination et de difficultés. Or, voici qu'apparaissent maintenant, au plan extraeuropéen, de la part de nos partenaires possibles, des traitements qui sont différés pour la Suisse, mais avancés pour l'Union européenne. On dit à la Suisse: «Ecoutez, votre cas est fort intéressant, nous allons nous approcher de vous, car nous y avons intérêt, comme vous, mais permettez: il nous faudrait préalablement régler les mêmes problèmes avec l'Union européenne qui est, sur le schéma de nos priorités, quelques rangs avant vous.»

Jamais on n'avait entendu un tel langage auparavant. Nous commençons à l'entendre, notamment dans les velléités que nous aurions de nous rapprocher par libre-échange de l'ALENA, du Mercosur ou de l'ASEAN. Et nous voyons que, par le fait que le partenaire en face de nous s'est ainsi déterminé, nous sommes souvent maintenant dans la réserve qui suit immédiatement la première priorité – celle de l'Union européenne –, mais qui n'est pas simultanée avec celle-ci. Et le cas cité par M. Maître, que je vous avais d'ailleurs déjà cité l'automne dernier, de notre exclusion pure et simple de la conférence de Bangkok avec les pays de l'ASEAN et les pays de l'Union européenne a évidemment été, pour la Suisse et pour son économie, une douche froide dont nous essaierons de nous remettre, mais qui nous a placés dans une situation moins favorable à l'égard de ces pays – et ce n'est qu'un exemple – par rapport à nos concurrents européens qui, eux, ont bénéficié du fauteuil de la négociation et de l'immédiateté du contact politique et économique avec les gouvernements de l'Asie du Sud-Est et de l'Extrême-Orient. J'aimerais ajouter que, bien entendu, les difficultés que nous pouvons connaître au plan extraeuropéen à cause de notre situation particulière en Europe ont également des effets en Europe elle-même.

Pour continuer de répondre à M. Moser, je lui dirai que je suis comme lui fort attristé du sort de plus en plus difficile qui est fait par les pays européens à la Suisse, et singulièrement à son industrie agroalimentaire, et plus particulièrement encore à son industrie de pâtes alimentaires. Nous avons pu, grâce à la vitalité de nos négociateurs, provisoirement calmer le jeu et rétablir des conditions égales, mais, évidemment, ce ne sont pas des positions viables à long terme. Nous devons nous exposer à ce type de dangers tant et aussi longtemps que nous voulons observer, pour toutes sortes de raisons, une attitude d'intégration différente de celle de tous les autres pays de l'Europe occidentale. C'est le type de risques auxquels nous devons être exposés.

Je reviens aux Etats-Unis pour dire à M. Moser que l'accord «Open-Sky» que nous avons passé avec les Etats-Unis en matière de circulation aérienne, tel qu'il a été négocié, n'a finalement pas nui à nos relations européennes et que, finalement – je dis bien finalement –, l'Union européenne s'est abstenue de l'immixtion finale dans cet accord qui concernait souverainement la Suisse et les Etats-Unis. Nous n'avons constaté aucun effet péjoratif, dans la douloureuse négociation actuellement ouverte à Bruxelles pour le trafic aérien, qui serait né du précédent créé par «Open-Sky». Cela, au moins, c'est une des choses qui ne sont pas venues embarrasser notre ciel.

Puisque nous sommes aux Etats-Unis, restons-y, et disons à M. Gysin Remo que le Conseil fédéral déplore et condamne l'attitude des Etats-Unis, qui remettent constamment en question leurs obligations, et notamment leurs obligations financières, dans les organisations internationales. Nous sommes intervenus, tant en ce qui concerne la contribution américaine à l'AID (IDA), dans les fonds de développement régionaux et dans les agences des Nations Unies, pour parvenir à trouver, finalement, des solutions qui permettent aux Etats-Unis de respecter tout simplement leurs engagements solidaires. Je crois que des solutions acceptables, Monsieur Gy-

sin, sont en vue dans ce domaine, s'agissant des négociations pour l'augmentation des fonds à l'AID, programme 11, s'agissant aussi du fonds africain de développement, le FAD 7.

En ce qui concerne le renforcement des sanctions des Etats-Unis envers Cuba, c'était une de vos questions, je peux vous dire que la Suisse a remis au Department of State une note diplomatique où elle réitère sa position de principe, opposée à des tendances accrues d'application extraterritoriale de la législation américaine. En d'autres termes, certains traduisent ça par de l'impérialisme; nous, en tout cas, nous disons que le principe de l'application souveraine du droit national doit être respectée dans ce domaine également.

Enfin – et j'aurai terminé la deuxième partie relative à la motion de la minorité de la commission –, il me plaît de répondre à M. Schmied Walter, qui a posé la question au passage, que dans l'état actuel de la situation en matière d'affaires compensatoires pour le F/A-18 – et ça concerne de nouveau les Etats-Unis, voilà pourquoi j'en parle ici – le volume des commandes d'environ 280 entreprises suisses fait état de 1,2 milliard de francs suisses, c'est-à-dire plus que la moitié du volume d'affaires du F/A-18, qui représente un total global de 2,3 milliards de francs. On en est donc aujourd'hui à environ 1,2 milliard de francs.

3. Dans la troisième partie de ma réponse viennent maintenant une série de questions particulières que je ne vais pas traiter dans un ordre logique, mais plutôt dans l'ordre où elles ont été présentées.

Je dis à M. Rennwald tout d'abord que dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce et d'autres organisations, la coordination entre les négociations et le renforcement des stipulations strictement économiques et commerciales, d'une part, et les normes de travail, c'est-à-dire les considérations sociales, d'autre part, ont été clairement établies. Actuellement nous sommes dans une phase qui comprend des études de contribution de la part de l'Organisation internationale du travail et de la part de l'OCDE. Les résultats que nous aurons dans ces deux enceintes qui, toutes les deux, touchent aux aspects sociaux qui doivent être liés aux aspects économiques, nous les déposerons en bonne et due forme le moment venu auprès de l'OMC pour qu'ils y soient pris en considération. Ce n'est donc pas une conscience internationale unilatérale et strictement économique qui est en jeu. Elle engage des composantes sociales en la matière, des composantes environnementales aussi, soit dit en passant, dans sa réflexion.

Monsieur Stucky, la fin des négociations de l'Accord multilatéral sur l'investissement est prévue en juin de l'année prochaine. En ce qui concerne les pays en développement avancé, l'OCDE est en contact constamment avec eux dans la mesure où il sera nécessaire qu'ils puissent, le moment venu, adhérer au nouvel Accord multilatéral sur l'investissement.

Les bois tropicaux, question supplémentaire de M. Gysin Remo: nous disons que les bois tropicaux doivent avoir une valeur marchande, sinon les forêts sont remplacées par des produits de première subsistance dans les pays de production. Par conséquent, une interdiction d'importation en Suisse, par exemple, serait contre-productive. Il faut exploiter les forêts, mais les exploiter de manière durable. C'est cela la finalité de notre action, la finalité de la collectivité internationale. Cela exige quoi, Monsieur Gysin? Des programmes de formation sur place que nous cofinçons, une sensibilisation des consommatrices et des consommateurs dans nos pays importateurs, et une certification privée, libre de toute corruption de la qualité et de la qualification des bois. La démarche est de longue haleine. Nous avons fait quelques premiers pas très positifs depuis la conférence internationale sur les bois tropicaux en 1983 et dans le cadre des travaux mis en oeuvre par le Comité pour le développement durable qui ont lieu actuellement, à l'heure où nous discutons de ces affaires, à Genève.

Monsieur Borel, nos relations avec le pays que vous avez désigné, l'Iran, sont minces, nos investissements quasi inexistantes. Nos relations diplomatiques sont froides, mais norma-

les – si vous me permettez l'expression –, en tout cas pas plus, bien entendu. Cela est nécessaire – le maintien de relations diplomatiques –, dans la mesure où nous avons également des intérêts extrahelvétiques à représenter dans ce pays. Mais en aucun cas le maintien de relations diplomatiques ne signifie de notre part une approbation du régime. Le but de la diplomatie est de rester en contact. A contrario, l'isolement d'un pays qui naîtrait d'une coupure de toute relation diplomatique ne pourrait, hélas, que l'encourager sur les mauvaises voies en matière de droits de l'homme – où l'Iran se comporte si mal – et en d'autres encore. C'est la raison pour laquelle nous maintenons ce contact. Mais de grâce, il n'y aura pas de zèle et aucun ministre, aucun vice-ministre de ce pays ne franchira la porte du bureau du président de la Confédération ou du ministre de l'Economie, miraculeusement réunis en une seule et même personne cette année! Vous pouvez en avoir la garantie expresse et, par conséquent, tordre le coup à des rumeurs que vous aviez entendues – ça ne m'étonne pas: je les avais entendues aussi. Dont acte.

Je fais un petit crochet agricole avec MM. Ehrler et Philipona. Monsieur Ehrler, la Suisse, pas plus que les autres pays dans le cadre du GATT de l'époque, ne pouvait interdire l'importation de produits en se fondant sur les critères de production ou des méthodes de production de ces produits. Il en va de même dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. Ni la Suisse ni l'Union européenne, par exemple, ne pourraient interdire l'importation de viande provenant d'animaux traités avec des hormones, sauf s'il y avait une atteinte à la santé des consommateurs scientifiquement démontrée. En l'état actuel, cette preuve n'a pas pu être fournie par le Département fédéral de l'intérieur responsable par l'administration de ce domaine.

M. Philipona en appelle à la reconnaissance par l'Union européenne des appellations de qualité spécifique. Puisque l'emmental n'en est plus une, il la préconise au moins pour le gruyère, l'emmental étant d'ailleurs, Monsieur Philipona, en bonne compagnie du camembert. Sachez que nous nous occupons de ce problème avec tout l'intérêt qu'il mérite et que vous trouverez la confirmation de celui-ci à la page 292 du message relatif à l'approbation des accords du GATT/OMC dont nous discutons.

Enfin, M. Jutzet parle dans son intervention de l'aide que les nouveaux pays industrialisés (Corée du Sud par exemple) doivent apporter aux pays en développement. Sachez que leur contribution à la coopération internationale est en route. Des pays comme la Corée du Sud précisément, ou comme le Brésil pour prendre un autre exemple, participent comme contributeurs à l'IDA de la Banque mondiale et à d'autres organisations multilatérales. La semaine prochaine, le directeur de la coopération sud-coréenne aura des discussions avec nous à Berne sur ce sujet. Nous voyons donc heureusement – je ne dirai pas enfin, mais presque – que les nouveaux pays industrialisés assument non seulement leur part de bénéfice de la situation qu'ils ont eux-mêmes créée, mais aussi les responsabilités de la solidarité à laquelle ils se sont engagés. Cela vient.

4. Dans une dernière partie conclusive, je veux apporter une brève vue finale sur le débat et sur le rapport qui a engendré ce débat. Je suis heureux que votre Conseil tout entier – je n'ai pas entendu d'autres voix – considère que la globalisation n'est pas un état futur, mais bel et bien un état de fait actuellement dégagé; que c'est dès lors à nous, par nos décisions souveraines et nationales, de savoir manœuvrer à l'extérieur et à l'intérieur du pays pour que cette situation de globalisation nous soit le plus favorable possible et ne signifie pas un ravage de nos emplois, mais au contraire, à la longue, une activation du nombre de nos emplois, afin que nous ayons la possibilité de tirer le meilleur bénéfice d'une situation qui n'est pas une situation réversible, qui est la situation d'aujourd'hui et du début du XXI^e siècle, inéluctablement.

La manière logique, cohérente d'exprimer nos intérêts face à cette globalisation, c'est d'admettre la concurrence comme nous l'admettons à l'extérieur et à l'intérieur, mais une concurrence munie de règles de conduite. Au plan international,

cette concurrence disciplinée et réglée, c'est l'Organisation mondiale du commerce qui en a la charge et la responsabilité, et à l'intérieur, c'est l'amélioration permanente des conditions-cadres qui baignent notre économie, qui baignent non seulement sa production, mais aussi son commerce. Il ne s'agit pas de rétablir en quelque sorte la loi de la jungle par cette globalisation et ses effets nationaux ou internationaux, d'en revenir à une situation d'ouverture absolue telle qu'on la connaissait au milieu du XIXe siècle à l'extérieur de nos frontières. Il s'agit de s'ouvrir aux données nouvelles et de prendre en compte non seulement la composante économique, mais aussi la composante écologique et la composante sociale dans notre pays et dans les organisations internationales dont nous sommes membre.

Je vois que les axes principaux de cette stratégie passent par une initiative de croissance, la réalisation de la NLFA, le soutien que la biotechnologie peut apporter à des développements durables dans ce domaine important, capital même, la libéralisation des marchés des télécommunications, l'augmentation du volume du marché en Suisse jusqu'en l'an 2000, la rénovation des constructions avec un volume des investissements aujourd'hui de 20 milliards de francs pour maintenir la substance, et à doubler à l'avenir. Voilà l'initiative de croissance qui est la réponse concrète à apporter au défi de la globalisation face auquel les Suisses sont placés.

Offensive en faveur des petites et moyennes entreprises: je voulais que le mot fût lâché ici, que je puisse, en ma qualité de responsable de l'économie publique, rappeler que cette législature sera marquée de cet effort plus particulier, d'avantage encore que la législature passée, qu'elle passe par des assouplissements administratifs – ceux-là même que réclamait M. Schmied Walter –, par l'élimination de distorsions fiscales – M. Maître en a parlé, M. Müller également –, par le renforcement des liens entre les PME et les établissements de recherche à travers la commission pour la technologie et l'innovation, ou par le soutien à la création de nouvelles entreprises dans le domaine high-tech. Une telle stratégie ne peut réussir que si les forces politiques et les partenaires sociaux se mettent d'accord pour, ensemble, tirer à la même corde.

C'est là que le cri optimiste de M. Bonny venait à point. Il ne s'agit pas, Messieurs les analystes de la situation économique, de nous mettre à faire de l'optimisme en vase clos, de nier la situation et d'imaginer qu'avec la seule persuasion et la seule conviction, nous allons miraculeusement remédier à une situation économiquement préoccupante. Pas du tout! Mais il s'agit d'engager, dans le combat dont j'ai donné quelques traits tout à l'heure, des forces positives qui entraînent davantage à jouer nos atouts, avec force et conviction, plutôt qu'à poursuivre cette permanente autolamentation dont je me demande parfois si elle n'est pas un sport national exclusivement helvétique.

Je pense que ce cri, cet appel de M. Loeb à suivre son panache blanc sous le titre «Avanti!», est une invitation à très sérieusement continuer nos travaux de révision de l'appareil économique, à l'intérieur comme à l'extérieur de ce pays, mais à le faire non pas en état de permanente réaction, mais en état d'action, en état de dynamique et en état de volonté de progrès.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Le président: La commission propose de prendre acte du rapport.

Angenommen – Adopté

A. Bundesbeschluss über die Genehmigung von ausenwirtschaftlichen Massnahmen

A. Arrêté fédéral sur l'approbation de mesures économiques extérieures

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Namentliche Gesamtabstimmung

Vote sur l'ensemble, nominatif

(Ref.: 0254)

Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:

Aeppli, Aguet, Alder, von Allmen, Banga, Bangerter, Baumann Alexander, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Baumberger, Bäumlín, Béguelin, Berberat, Bezzola, Binder, Bircher, Blaser, Blocher, Bodenmann, Bonny, Borel, Borer, Bortoluzzi, Bosshard, Brunner Toni, Bühlmann, Bühler, Carobbio, Christen, Columberg, Couchepin, Deiss, Dettling, Dormann, Dreher, Ducrot, Dünki, Dupraz, Durrer, Eberhard, Egerszegi, Eggly, Engelberger, Engler, Epiney, Eymann, Fankhauser, Fehr Hans, Fehr Lisbeth, von Felten, Filliez, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Föhn, Freund, Frey Claude, Friderici, Gadiant, Giezendanner, Goll, Gonseth, Grendelmeier, Grobet, Gros Jean-Michel, Gross Andreas, Grossenbacher, Guisan, Günter, Gysin Hans Rudolf, Gysin Remo, Haering Binder, Hafner, Hämmerle, Hasler, Heberlein, Hegetschweiler, Herczog, Hess Otto, Hess Peter, Hilber, Hochreutener, Hollenstein, Jans, Jeanprêtre, Jutzet, Kofmel, Kühne, Kunz, Langenberger, Lauper, Ledergerber, Leemann, Loeb, Loretan Otto, Lötscher, Maître, Maspoli, Maurer, Maury Pasquier, Meier Samuel, Meyer Theo, Moser, Mühlemann, Müller Erich, Müller-Hemmi, Nabholz, Nebiker, Ostermann, Pelli, Philipona, Pidoux, Pini, Raggenbass, Randegger, Ratti, Rechsteiner Paul, Rennwald, Roth, Ruckstuhl, Ruf, Ruffy, Sandoz Marcel, Sandoz Suzette, Schenk, Scherrer Werner, Scheurer, Schluer, Schmid Odilo, Schmid Samuel, Schmied Walter, Seiler Hanspeter, Semadeni, Simon, Speck, Spielmann, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steffen, Steinegger, Steinemann, Steiner, Strahm, Straumann, Stucky, Stump, Suter, Teuscher, Thanei, Theiler, Thür, Tschäppät, Tschopp, Tschuppert, Vallender, Vermot, Vetterli, Vogel, Vollmer, Weber Agnes, Weigelt, Widrig, Wittenwiler, Wyss, Zapfl, Zbinden, Zisyadis, Zwygart (167)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:

Cavalli

(1)

Stimmen nicht – Ne votent pas:

Aregger, Caccia, Cavadini Adriano, Chiffelle, Comby, de Dardel, David, Diener, Ehrler, Fasel, Frey Walter, Fritschi, Gross Jost, Gusset, Hubacher, Hubmann, Imhof, Jöri, Keller, Lachat, Leu, Leuenberger, Marti Werner, Meier Hans, Oehrlí, Rechsteiner Rudolf, Rychen, Scherrer Jürg, Weyeneth, Wiederkehr, Ziegler (31)

Präsident, stimmt nicht – Président, ne vote pas:

Leuba

(1)

B. Bundesbeschluss über das Abkommen zwischen den Efta-Staaten und der Republik Slowenien

B. Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord entre les Etats de l'AELE et la République de Slovénie

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Le président: Nous votons selon l'ancien système en raison d'une panne du système de vote électronique.

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

167 Stimmen
(Einstimmigkeit)

C. Bundesbeschluss betreffend die Abkommen über Handel und wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Ukraine, der Republik Moldau, der Republik Albanien und Mazedonien

C. Arrêté fédéral concernant les accords de commerce et de coopération économique entre la Confédération suisse et l'Ukraine, la République de Moldova, la République d'Albanie et la Macédoine

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Le président: Nous votons encore selon l'ancien système, le vote électronique étant toujours en panne.

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

154 Stimmen
(Einstimmigkeit)

D. Bundesbeschluss über das Internationale Tropenholz-Übereinkommen

D. Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord international sur les bois tropicaux

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Namentliche Gesamtabstimmung

Vote sur l'ensemble, nominatif

(Ref.: 0346)

Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:

Aeppli, Aguet, Alder, von Allmen, Banga, Bangerter, Baumann Alexander, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Baumberger, Bäumlín, Béguelin, Berberat, Bezzola, Binder, Bircher, Blaser, Bonny, Borel, Borer, Bortoluzzi, Bosshard, Brunner Toni, Bühlmann, Bühler, Caccia, Carobbio, Cavalli, Christen, Columberg, Couchepin, Deiss, Dettling, Dormann, Ducrot, Dünki, Dupraz, Durrer, Eberhard, Egerszegi, Eggly, Engelberger, Engler, Eymann, Fankhauser, Fehr Hans, Fehr Lisbeth, von Felten, Filliez, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Föhn, Freund, Frey Claude, Gadiant, Giezendanner, Goll, Gonseth, Grobet, Gros Jean-Michel, Gross Andreas, Gross Jost, Grossenbacher, Guisan, Günter, Gysin Remo, Haering Binder, Hafner, Hämmerle, Hasler, Heberlein, Hegetschweiler, Herczog, Hess Otto, Hess Peter, Hilber, Hochreutener, Hollenstein, Jans, Jutzet, Keller, Kofmel, Kühne, Kunz, Langenberger, Lauper, Leemann, Leu, Loeb, Loretan Otto, Lötscher, Maître, Maurer, Maury Pasquier, Meier Samuel, Meyer Theo, Moser, Mühlemann, Müller Erich, Müller-Hemmi, Nabholz, Nebiker, Ostermann, Pelli, Philipona, Pidoux, Pini, Raggenbass, Randegger, Ratti, Rechsteiner Paul, Rennwald, Roth, Ruckstuhl, Ruf, Ruffy, Sandoz Marcel, Schenk, Scherrer Werner, Scheurer, Schluer, Schmid Odilo, Schmid Samuel, Schmied Walter, Seiler Hanspeter, Semadeni, Speck, Spielmann, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steffen, Steinegger, Steinemann, Straumann, Stucky, Suter, Teuscher, Thanei, Theiler, Thür, Tschäppät, Tschopp, Tschuppert, Vallender, Vermot, Vetterli, Vogel, Vollmer, Weber Agnes, Weigelt, Widrig, Wiederkehr, Wittenwiler, Wyss, Zapfl, Zisayadis, Zwygart (157)

Dagegen stimmen – Rejetten le projet:

Friderici, Gysin Hans Rudolf, Maspoli, Steiner (4)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:

Blocher, Dreher, Grendelmeier, Sandoz Suzette (4)

Stimmen nicht – Ne votent pas:

Aregger, Bodenmann, Cavadini Adriano, Chiffelle, Comby, de Dardel, David, Diener, Ehrler, Epiney, Fasel, Frey Walter, Fritschi, Gusset, Hubacher, Hubmann, Imhof, Jeanprêtre, Jöri, Lachat, Ledergerber, Leuenberger, Marti Werner, Meier Hans, Oehrli, Rechsteiner Rudolf, Rycken, Scherrer Jürg, Simon, Strahm, Stump, Weyeneth, Zbinden, Ziegler (34)

Präsident, stimmt nicht – Président, ne vote pas:

Leuba (1)

E. Bundesbeschluss betreffend Änderungen der Liste LIX-Schweiz-Liechtenstein

E. Arrêté fédéral portant approbation des modifications de la Liste LIX-Suisse-Liechtenstein

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Namentliche Gesamtabstimmung
Vote sur l'ensemble, nominatif
 (Ref.: 0258)

Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:
 Aepli, Aguet, Alder, von Allmen, Banga, Bangerter, Baumann Alexander, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Baumberger, Bäumlín, Béguelin, Berberat, Bezzola, Binder, Bircher, Blaser, Blocher, Bonny, Borel, Borer, Bortoluzzi, Bosshard, Brunner Toni, Bühlmann, Bühler, Caccia, Carobbio, Cavalli, Christen, Cumberg, Couchepin, Deiss, Dettling, Dormann, Dreher, Ducrot, Dünki, Dupraz, Durrer, Eberhard, Egerszegi, Eggly, Engelberger, Engler, Epiney, Eymann, Fankhauser, Fehr Hans, Fehr Lisbeth, Filliez, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Föhn, Freund, Frey Claude, Friderici, Gadiant, Giezendanner, Goll, Grendelmeier, Grobet, Gros Jean-Michel, Gross Andreas, Gross Jost, Grossenbacher, Guisan, Günter, Gusset, Gysin Hans Rudolf, Gysin Remo, Haering Binder, Hafner, Hämmerle, Hasler, Heberlein, Hegetschweiler, Herczog, Hess Otto, Hess Peter, Hilber, Hochreutener, Hollenstein, Jans, Jeanprêtre, Jutzet, Keller, Kofmel, Kühne, Kunz, Langenberger, Lauper, Leemann, Leu, Loeb, Loretan Otto, Lötscher, Maitre, Maspoli, Maurer, Maury Pasquier, Meier Samuel, Meyer Theo, Moser, Mühlemann, Müller Erich, Müller-Hemmi, Nabholz, Nebiker, Ostermann, Pelli, Philipona, Pidoux, Pini, Raggenbass, Randegger, Ratti, Rechsteiner Paul, Rennwald, Roth, Ruckstuhl, Ruf, Ruffy, Sandoz Marcel, Sandoz Suzette, Schenk, Scherrer Jürg, Scherrer Werner, Scheurer, Schlüer, Schmid Odilo, Schmid Samuel, Schmied Walter, Seiler Hanspeter, Semadeni, Speck, Spielmann, Stamm Luzi, Steffen, Steinegger, Steinemann, Steiner, Straumann, Stucky, Stump, Suter, Teuscher, Thanei, Theiler, Thür, Tschäppät, Tschopp, Tschuppert, Vallender, Vermot, Vetterli, Vogel, Vollmer, Weber Agnes, Weigelt, Widrig, Wiederkehr, Wittenwiler, Wyss, Zapfl, Zisyadis, Zwygart (167)

Stimmen nicht – Ne votent pas:
 Aregger, Bodenmann, Cavadini Adriano, Chiffelle, Comby, de Dardel, David, Diener, Ehrler, Fasel, von Felten, Frey Walter, Fritschi, Gonseth, Hubacher, Hubmann, Imhof, Jöri, Lachat, Ledergerber, Leuenberger, Marti Werner, Meier Hans, Oehrli, Rechsteiner Rudolf, Rycken, Simon, Stamm Judith, Strahm, Weyeneth, Zbinden, Ziegler (32)

Präsident, stimmt nicht – Président, ne vote pas:
 Leuba (1)

F. Bundesbeschluss über die Anpassung des Generaltarifs an die geänderte Liste LIX-Schweiz-Liechtenstein

F. Arrêté fédéral portant approbation de l'adaptation du tarif général aux modifications de la Liste LIX-Suisse-Liechtenstein

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1, 2
Antrag der Kommission
 Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2
Proposition de la commission
 Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Namentliche Gesamtabstimmung
Vote sur l'ensemble, nominatif
 (Ref.: 0259)

Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:
 Aepli, Aguet, Alder, Banga, Baumann Alexander, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Baumberger, Bäumlín, Bégu-

lin, Berberat, Bezzola, Binder, Bircher, Blaser, Blocher, Bonny, Borel, Borer, Bortoluzzi, Bosshard, Brunner Toni, Bühlmann, Bühler, Caccia, Carobbio, Cavalli, Christen, Cumberg, Couchepin, de Dardel, Deiss, Dettling, Dormann, Dreher, Ducrot, Dünki, Dupraz, Durrer, Eberhard, Egerszegi, Eggly, Engelberger, Engler, Epiney, Eymann, Fankhauser, Fehr Hans, Fehr Lisbeth, von Felten, Filliez, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Föhn, Freund, Frey Claude, Friderici, Gadiant, Giezendanner, Goll, Grendelmeier, Grobet, Gros Jean-Michel, Gross Andreas, Gross Jost, Grossenbacher, Guisan, Günter, Gusset, Gysin Hans Rudolf, Gysin Remo, Haering Binder, Hafner, Hämmerle, Heberlein, Hegetschweiler, Herczog, Hess Otto, Hess Peter, Hilber, Hochreutener, Imhof, Jans, Jeanprêtre, Jutzet, Keller, Kofmel, Kühne, Kunz, Langenberger, Lauper, Ledergerber, Leemann, Leu, Loeb, Loretan Otto, Lötscher, Maitre, Maspoli, Maurer, Maury Pasquier, Meier Samuel, Meyer Theo, Moser, Mühlemann, Müller Erich, Müller-Hemmi, Nabholz, Nebiker, Ostermann, Pelli, Philipona, Pidoux, Pini, Raggenbass, Randegger, Ratti, Rechsteiner Paul, Rennwald, Roth, Ruckstuhl, Ruf, Ruffy, Sandoz Marcel, Sandoz Suzette, Schenk, Scherrer Jürg, Scherrer Werner, Scheurer, Schlüer, Schmid Odilo, Schmid Samuel, Schmied Walter, Seiler Hanspeter, Semadeni, Simon, Speck, Spielmann, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steffen, Steinegger, Steinemann, Steiner, Straumann, Stucky, Stump, Suter, Teuscher, Thanei, Theiler, Thür, Tschäppät, Tschopp, Tschuppert, Vallender, Vermot, Vetterli, Vogel, Vollmer, Weber Agnes, Weigelt, Widrig, Wiederkehr, Wittenwiler, Wyss, Zapfl, Zbinden, Zisyadis, Zwygart (170)

Stimmen nicht – Ne votent pas:
 von Allmen, Aregger, Bangerter, Bodenmann, Cavadini Adriano, Chiffelle, Comby, David, Diener, Ehrler, Fasel, Frey Walter, Fritschi, Gonseth, Hasler, Hollenstein, Hubacher, Hubmann, Jöri, Lachat, Leuenberger, Marti Werner, Meier Hans, Oehrli, Rechsteiner Rudolf, Rycken, Strahm, Weyeneth, Ziegler (29)

Präsident, stimmt nicht – Président, ne vote pas:
 Leuba (1)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

96.3006

Motion APK-NR (95.091) (Minderheit Frey Walter) Freihandelsabkommen mit den USA

Motion CPE-CN (95.091) (minorité Frey Walter) Accord de libre-échange avec les Etats-Unis d'Amérique

Wortlaut der Motion vom 13. Februar 1996

Die Kommission bittet den Bundesrat, mit den USA bezüglich eines Freihandelsabkommens Verhandlungen aufzunehmen und den Ausbau von Wirtschafts- und Handelsbeziehungen mit anderen Regionalzusammenschlüssen einschliesslich der EU voranzutreiben.

Texte de la motion du 13 février 1996

La commission prie le Conseil fédéral d'entrer en négociation avec les Etats-Unis d'Amérique concernant un accord de li-

Aussenwirtschaftspolitik. Bericht 1995/I, II

Politique économique extérieure. Rapport 1995/I, II

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1996
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	95.091
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.03.1996 - 08:00
Date	
Data	
Seite	272-295
Page	
Pagina	
Ref. No	20 039 938

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.